

Comptes semestriels 2008

Rapport de gestion 1 – Comptes consolidés 6 – Comptes sociaux 22

Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 124 963	2 683 224	1 441 739	1 392 229
--	-----------	-----------	-----------	-----------

Rapport de gestion

Organigramme 2

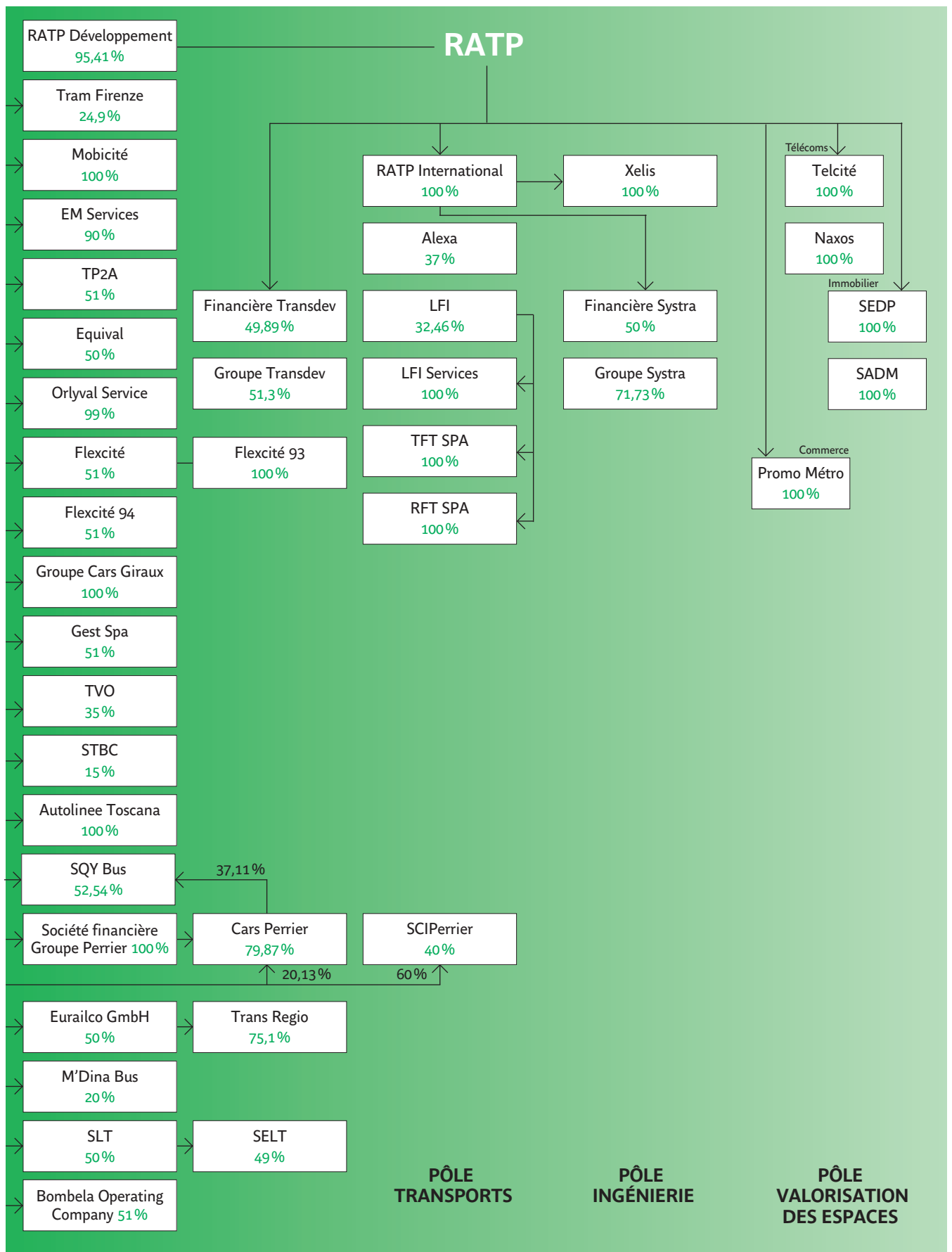
Contexte général 3

Éléments marquants au sein du Groupe 3

Principales données financières consolidées du groupe RATP 4

Perspectives 5

1. ORGANIGRAMME



Variation de périmètre

Au cours du premier semestre 2008, la société Flexcité 93 a été intégrée au périmètre de consolidation. Cette société a débuté son activité en octobre 2007. Son intégration n'a pas d'impact significatif dans les comptes consolidés.

2. LE CONTEXTE GÉNÉRAL

Ces résultats sont présentés depuis 2007 conformément aux normes IFRS.

Le résultat net du groupe RATP s'élève à 93 M€, contre 119 M€ en juin 2007.

(en millions d'euros)	30/06/2008 (A)	30/06/2007 Pro forma (B)	ÉCART (B) – (A)	ÉCART (%)
Chiffre d'affaires	2 064	2 014	+ 50	+ 2,5
Charges de fonctionnement nettes	- 1 624	- 1 557	+ 67	+ 4,3
Excédent d'exploitation	440	456	- 16	- 3,5
Frais financiers	- 108	- 106		
Autres	+ 4	+ 12		
Résultat net	92	103	- 11	- 10,7
Capacité d'autofinancement	336	362	- 26	- 7,2

La progression du chiffre d'affaires (+ 2,5 %) inclut :

- le service offert est en hausse de 4,3 % sur un an à fin juin 2008 ;
- le trafic et le volume de recettes voyageurs du semestre sont également en hausse, sans pour autant atteindre totalement leurs objectifs (respectivement 3,0 % et 1,4 % – hors tarification sociale) :
 - la progression des recettes voyageurs (989 M€) représente 48 % du chiffre d'affaires et augmente de + 2,2 %,
 - celle des concours du STIF (hors intéressements) (921 M€) représente 45 % du chiffre d'affaires et augmente de + 2,7 %.

La progression des charges (+ 4,3 %) inclut essentiellement :

+ 2,4 % d'inflation	+ 37 M€
+ 1,9 % d'accroissement d'offre de transport	+ 30 M€
+ 1 % de facteurs externes (énergie essentiellement)	+ 15 M€
- 1 % environ de productivité (nette d'autres facteurs)	- 16 M€
	+ 67 M€

À noter que sur 15 M€ de facteurs externes, 10 M€ sont couverts par l'actualisation contractuelle des concours du STIF (à travers l'indice des produits pétroliers).

La réduction de l'excédent d'exploitation, comparé à celui du premier semestre 2007, atteint ainsi - 16 M€. Cette situation était attendue, en particulier par la négociation du nouveau contrat avec le STIF.

La capacité d'autofinancement : 336 M€ pour 362 M€ fin juin 2007, est en baisse de 26 M€. Elle accuse une réduction plus élevée que celle de l'excédent d'exploitation en raison notamment de l'impact, dans les opérations exceptionnelles à fin juin 2007, de dénouements d'opérations de leasehold pour 6 M€.

Le résultat net inclus dans cette CAF ressort à 92 M€ pour 103 M€ à fin juin 2007.

3. ÉLÉMENTS MARQUANTS AU SEIN DU GROUPE

3.1 Pôle Transports

L'entreprise RATP

L'année 2008 est la première année de mise en œuvre du contrat STIF RATP 2008-2011 et de ses nouvelles modalités.

Le résultat au 30 juin 2008 s'élève à 92 M€, contre 103 M€ au 30 juin 2007 et 84 M€ au 31 décembre 2007.

Il est composé des éléments suivants :

Les investissements totaux s'élèvent à 327 M€ pour 391 M€ au premier semestre 2007, et se décomposent de la manière suivante :

- 73 M€ concernent l'augmentation de l'offre de transport ;
- 224 M€ correspondent au programme interne hors contrat STIF ;
- 30 M€ pour les opérations hors programme.

Les investissements 2007 incluent l'augmentation de capital de RATP Développement pour 60 M€.

L'endettement net atteint ainsi 4 244 M€ à fin juin 2008, il est en baisse de 50 M€ sur celui à fin 2007, mais il est en hausse par rapport à celui à fin juin 2007 : 4 153 M€.

Les autres sociétés de transport

Le premier semestre 2008 a été marqué par les principaux faits suivants :

En Île-de-France

- Le gain des appels d'offres organisés par les départements 77 et 91 pour le transport de personnes à mobilité réduite.
- La pression sur les résultats des sociétés de transport compte tenu de l'évolution du coût du carburant et de celle des coûts salariaux (fin de l'abattement de 20 % sur les charges sociales des conducteurs d'autobus) ; ces deux éléments jouent particulièrement à fin juin, l'effet carburant n'étant compensé qu'avec un certain retard par l'effet des clauses d'actualisation des conventions et l'abattement de 20 % par les négociations en cours avec les autorités organisatrices concernées.

À l'international

- La réponse à l'appel d'offres pour l'exploitation du tramway d'Alger.
- La réponse par Eurailco, en partenariat avec les chemins de fer danois, à l'appel d'offres pour l'exploitation du métro de Stockholm.
- La situation encore fortement déficitaire en ce qui concerne M'Dina bus, sachant qu'une réflexion est en cours avec le ministère de l'Intérieur marocain pour examiner les modalités de poursuite de l'exploitation.

S'agissant de Transdev, la forte croissance du chiffre d'affaires qui intègre notamment l'effet en année pleine de l'acquisition de Connexion, avec toutefois un niveau de rentabilité diminué.

3.2 Pôle Ingénierie

- Bonne tenue de la filiale d'ingénierie Xelis créée il y a deux ans.
- En ce qui concerne Systra, comme cela était prévu, un certain tassement du résultat, qui se trouve affecté en outre par l'incidence de la dépréciation du dollar principalement.

3.3 Pôle Valorisation des espaces

Également le tassement prévu de la contribution des filiales de télécommunication.

4. LES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES DU GROUPE RATP

Le chiffre d'affaires prend en compte, en 2008, les nouveaux éléments de rémunération prévus par le contrat STIF, en particulier les recettes directes, la contribution d'exploitation et la contribution au financement des investissements (couvrant les amortissements et les frais financiers). Pour permettre une comparaison 2008-2007 sur des bases homogènes, le chiffre d'affaires 2007 a fait l'objet d'une correction visant à y ajouter la contribution forfaitaire qui couvrait dans l'ancien contrat les frais financiers.

On notera que les résultats à fin juin de Transdev sont encore provisoires à ce stade et seront arrêtés en octobre.

4.1 Évolution du chiffre d'affaires consolidé

(en millions d'euros)	CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 30/06/2008		CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 30/06/2007		ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 31/12/2007	
	EN VOLUME	EN %	EN VOLUME	EN %		EN VOLUME	EN %
RATP	2 062	93,7 %	2 016	95,4 %	2,3 %	3 896	94,04 %
Autres	61	2,8 %	27	1,3 %	126,9 %	94	2,27 %
Total pôle Transports	2 124	96,5 %	2 043	96,7 %	4,0 %	3 990	96,31 %
Total pôle Ingénierie	57	2,6 %	52	2,5 %	10,8 %	115	2,78 %
Total pôle Valorisation des espaces	19	0,9 %	19	0,9 %	1,8 %	38	0,91 %
TOTAL GROUPE RATP	2 200		2 113		4,1 %	4 143	
CONTRIBUTION FILIALES	138	6,3 %	98	4,6 %		247	6,0 %

Le chiffre d'affaires 2008 de l'entreprise RATP s'établit en hausse de 2,3% par rapport au chiffre d'affaires 2007, soit une évolution modérée, qui traduit l'ajustement de la base négocié avec le STIF dans le cadre du nouveau contrat.

La contribution des filiales, hors sociétés mises en équivalence, augmente beaucoup plus vite, soit 41,2% entre juin 2007 et juin 2008, du fait notamment :

- de l'entrée dans le périmètre de consolidation des acquisitions de RATP Développement intervenues dans le courant 2007, à savoir les Cars Giroux, la société italienne Autolinee, qui n'étaient pas intégrés en juin 2007, ainsi que de l'entrée de la société sud-africaine BOC et de Flexicité 93 ; la variation de RATP Développement et ses filiales, hors ces effets, demeure importante (+ 16%), avec notamment l'incidence du nouveau contrat pour le réseau d'Annemasse (TP2A) ;
- de la forte progression, à nouveau observée en 2008, du chiffre d'affaires de Systra, d'autant plus remarquable qu'elle intervient après plusieurs années de forte hausse et dans un contexte défavorable de change (- 2,5 M€ en contribution).

La part des filiales dans le total du chiffre d'affaires passe ainsi de 4,6 à 6,3%.

4.2 Résultat net consolidé

Le résultat net part du Groupe au 30 juin 2008 se compare ainsi à fin juin 2007 :

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	VARIATION	31/12/2007
RATP	89	111	- 22	99
Autres filiales de transports	1	4	- 3	3
Total pôle Transport	90	116	- 26	102
Total pôle Ingénierie	1	1	0	5
Total pôle Valorisation des espaces	1	2	- 1	5
TOTAL GROUPE	92	119	- 27	112

La contribution de l'entreprise RATP est en diminution par rapport à 2007, compte tenu notamment de la remise à niveau de la base opérée dans le cadre de la négociation du nouveau contrat.

La contribution des filiales passe de 7,5 M€ à 3,5 M€, soit - 4 M€.

Cette diminution provient :

- de Transdev (– 3,2 M€), dont les résultats à fin juin, qui sont encore provisoires à ce stade, subissent la conjonction de deux séries de facteurs défavorables :
 - la conjoncture avec l'évolution des prix du carburant, la dépréciation de la livre sterling et l'augmentation des taux d'intérêt et l'incidence pour Connexion de la grève nationale intervenue dans les transports non encore compensée par l'État néerlandais et par les collectivités clientes ; on note également l'effet de l'affectation, encore en discussion à ce stade, d'une partie de l'écart d'acquisition de Connexion en écart d'évaluation amortissable au titre des contrats de concession ;

- du pôle Ingénierie (– 0,6 M€), la diminution du résultat de Systra (– 0,8 M€), qui subit un effet de change défavorable, n'étant que partiellement compensée par les résultats satisfaisants de Xelis (+ 0,2 M€) ;
- du tassement attendu des résultats du pôle Télécommunication et d'un résultat déficitaire de la SEDP aux six mois tenant au cycle de l'activité de valorisation immobilière.

4.3 L'endettement net consolidé

L'évolution de l'endettement net consolidé entre le 30 juin 2007 et le 30 juin 2008 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	ENDETTEMENT GROUPE	RATP	AUTRES	PÔLE TRANSPORTS	PÔLE INGÉNIERIE	PÔLE VALORISATION DES ESPACES
Actif financier	921	870	24	895	11	16
Dettes financières	5 134	5 098	30	5 128	6	0
ENDETTEMENT FINANCIER NET	4 213	4 228	5	4 233	– 5	– 16

L'endettement net consolidé à la fin 2008 est en augmentation de près de 113 M€ par rapport à juin 2007, du fait essentiellement de la RATP et dans une moindre mesure d'une baisse de la trésorerie nette positive des filiales.

5. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES

Au cours du troisième trimestre 2008, les opérations suivantes ont été réalisées :

- la cession par RATP Développement à Veolia Transport de sa participation à 35 % dans TVO et l'achat en sens inverse des participations minoritaires à 30 % et à 34,36 % de Veolia Transport dans CTVMI et TVM, filiales des Cars Giroux ;
- la prise de participation de RATP Développement à hauteur de 10 % dans la société constituée par le fonds d'investissement LBO France pour l'acquisition du groupe Tourexcel, ainsi que l'augmentation concomitante de 50 à 51 % de sa participation dans la SLT (sans effet sur les modalités de consolidation).

Ces deux opérations auront un effet sur le second semestre.

Pour la RATP, le résultat de juin 2008 constitue l'essentiel du futur résultat annuel sans toutefois garantir son niveau.

S'agissant des filiales du transport, les résultats de l'exercice 2008 prendront en compte :

- d'une part, les effets des négociations en cours avec les autorités organisatrices pour compenser les facteurs d'évolution des coûts qui pèsent sur le premier semestre ;
- et, d'autre part, l'incidence favorable des opérations prenant effet sur le second semestre (cession de TVO, intégration fiscale au sein du sous-groupe RATP Développement).

Pour l'ingénierie et la valorisation des espaces, les tendances observées devraient se confirmer.

Comptes consolidés

Rapport des commissaires aux comptes 7

Bilan consolidé 8

Compte de résultat consolidé 10

Tableau de flux de trésorerie consolidé 11

État des charges et produits comptabilisés 12

Notes annexes 13

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le ministre de l'Économie, des Finances et du Budget et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la RATP relatifs à la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction

en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris – La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 septembre 2008

Les commissaires aux comptes

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Philippe Arnaud
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit

Paul Onillon
Associé

Bilan consolidé

Au 30 juin 2008

<i>(en milliers d'euros)</i> ACTIF	NOTES	30/06/2008	31/12/2007
Goodwill		44 752	45 739
Immobilisations incorporelles	Note 4.6	231 440	201 345
Immobilisations corporelles	Note 4.7	7 188 821	7 180 692
Immeubles de placement		277	799
Participations dans les entreprises associées		157 737	155 299
Actifs financiers disponibles à la vente		5 807	5 443
Instruments financiers dérivés	Note 4.8	15 128	11 436
Autres actifs financiers		86 683	86 016
Impôts différés actifs		2 314	2 348
ACTIF NON COURANT		7 732 959	7 689 117
Stocks et en-cours		135 185	132 255
Clients et autres débiteurs	Note 4.9	454 745	531 749
Créances d'impôt sur le résultat		397	515
Actifs destinés à être vendus		1 479	
Instruments financiers dérivés	Note 4.8	18 352	8 380
Autres actifs financiers courants		8 877	8 727
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 4.10	925 163	381 552
ACTIF COURANT		1 544 198	1 063 178
TOTAL DE L'ACTIF		9 277 157	8 752 295

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	30/06/2008	31/12/2007
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dotation en capital		283 367	283 367
Contre-valeur des immobilisations mises à disposition		250 701	250 701
Réserves	Note 4.11	1 469 879	1 368 155
Résultat de l'exercice		92 370	112 143
CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE	Note 4.12	2 096 317	2 014 366
Intérêts minoritaires		15 010	15 503
CAPITAUX PROPRES		2 111 327	2 029 869
Provisions pour avantages aux salariés	Note 4.13	487 233	486 345
Autres provisions	Note 4.14	106 631	101 787
Dettes financières	Note 4.15	3 902 011	3 316 820
Instruments financiers dérivés	Note 4.8	16 905	27 462
Impôts différés passif		6 938	6 748
Autres créiteurs		79 926	89 938
PASSIF NON COURANT		4 599 644	4 029 100
Autres provisions	Note 4.14	58 680	55 869
Dettes financières – courant		1 455 025	1 448 994
Instruments financiers dérivés	Note 4.8	29 793	11 532
Fournisseurs et autres créiteurs	Note 4.16	1 021 446	1 175 133
Dettes d'impôt sur le résultat		1 242	1 798
PASSIF COURANT		2 566 186	2 693 326
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		9 277 157	8 752 295

Compte de résultat consolidé

Au 30 juin 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	Note 4.1	2 200 258	2 113 383	4 143 111
Autres produits des activités ordinaires		1 722	430	7 217
Produits des activités ordinaires		2 201 980	2 113 813	4 150 328
Achats consommés		- 122 396	- 95 170	- 198 207
Autres achats et charges externes		- 306 993	- 283 274	- 575 232
Impôts, taxes et versements assimilés		- 114 128	- 106 602	- 216 360
Charges de personnel	Note 4.2	- 1 217 737	- 1 138 617	- 2 269 458
Dotations aux amortissements		- 240 764	- 247 290	- 509 754
Dotations et reprises aux provisions		50	- 5 520	- 24 160
Autres produits et charges d'exploitation	Note 4.3	- 9 329	- 15 141	- 47 534
Résultat opérationnel courant		190 683	222 199	309 623
Autres produits et charges opérationnels	Note 4.4	488	- 1 760	- 3 012
Résultat opérationnel		191 171	220 439	306 611
Produits financiers	Note 4.5	34 273	81 701	119 573
Charges financières	Note 4.5	- 131 813	- 185 872	- 311 684
Charges financières net		- 97 540	- 104 171	- 192 111
Résultat avant impôts		93 631	116 268	114 500
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		2 172	5 543	5 671
Impôts sur le résultat		- 3 322	- 2 578	- 6 092
Résultat net de l'ensemble consolidé		92 481	119 233	114 079
dont résultat net – part du Groupe		92 370	118 797	112 143
dont résultat net – part des minoritaires		112	436	1 936

(1) Pour une meilleure comparabilité et suite à la mise en œuvre d'un nouveau contrat signé avec le STIF en 2008, la contribution forfaitaire reçue en 2007 a été intégrée aux chiffres d'affaires du 31 décembre 2007 et du 30 juin 2007 (cf. paragraphe Événements significatifs de la période).

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Au 30 juin 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	92 481	114 079	119 231
Élimination du résultat des mises en équivalence	- 2 171	- 5 672	- 5 543
Élimination des amortissements et provisions	240 692	525 419	247 484
Élimination des profits et pertes de réévaluation (juste valeur)	- 13 955	16 936	18 001
Élimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	- 318	5 807	2 036
Autres éliminations	- 115	- 367	- 163
Élimination impact actualisation	8 600	- 23 233	- 13 426
CAF après coût de l'endettement financier net et impôts	325 215	632 969	367 620
Élimination de la charge (produit) d'impôt	3 322	6 097	2 581
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	- 27 673	56 895	19 509
Impôts payés	- 3 517	- 6 096	- 2 973
Flux de trésorerie lié à l'activité	297 347	689 865	386 737
Incidence des variations de périmètre	- 59	- 38 396	254
Acquisitions d'immobilisations (hors variation du BFR sur investissements)	- 342 536	- 843 836	- 382 967
Augmentations de capital des entités associées		- 62 733	
Variation du BFR sur investissements	- 73 073	- 5 432	- 107 572
Subventions d'investissements reçues	53 672	167 880	85 665
Subventions d'investissement à recevoir	20 514	- 2 794	- 12 638
Cessions d'immobilisations	1 421	4 940	6 266
Cession d'actifs financiers	341	150	151
Dividendes reçus	- 1 704	3 607	- 125
Autres flux liés aux opérations d'investissements	- 713	2 105	657
Flux de trésorerie lié aux investissements	- 342 137	- 774 509	- 410 309
Augmentation de capital			0
Émission d'emprunts	592 052	355 119	45 144
Émission de billets de trésorerie	235 003	400 318	17 146
Remboursements d'emprunts	- 8 401	- 211 358	- 19 691
Remboursement de billets de trésorerie	- 400 318	- 419 060	- 109 100
Variation des intérêts courus non échus	76 400	834	71 706
Refinancement des prêts CIL		0	0
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		0	0
Dividendes payés aux minoritaires	479	- 709	- 316
Autres flux liés aux opérations de financement	4 510	403	61
Flux de trésorerie lié au financement	499 725	125 547	4 950
Autres incidences	- 1 025	- 98	23
Incidence des changements de principes comptables		0	- 2 020
Variation de trésorerie	453 910	40 805	- 20 619
Trésorerie d'ouverture	334 799	293 994	293 994
Trésorerie de clôture	788 709	334 799	273 375
Variation de trésorerie (cf. note 4.10)	453 910	- 40 805	- 20 619

État des charges et produits comptabilisés

Au 30 juin 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat net de la période	92 370	118 797	112 081
Reconnaissance des gains et pertes actuariels en capitaux propres	12 067	29 990	35 149
Gains et pertes avant impôts résultant de l'évaluation à la juste valeur			
– des actifs financiers disponibles à la vente	– 116		
– des instruments de couverture de flux de trésorerie	4 689	32 145	25 434
Écarts de conversion	– 1 529		– 1 752
Total des produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres	15 111	62 135	58 831
Total des produits et charges reconnus sur la période	107 481	180 932	170 912
dont part du groupe	92 370	118 797	112 143
dont part des minoritaires	112	436	1 936

Notes annexes

Au 30 juin 2008

Le groupe RATP est un acteur majeur du transport public urbain et périurbain en France, et en particulier en Île-de-France.

La société mère, la Régie autonome des transports parisiens (RATP), est immatriculée au RCS de Paris. Son siège social est situé au 54, quai de la Rapée, 75012 Paris.

La RATP est un EPIC, doté d'une personnalité juridique à laquelle la loi confère le statut de personne de droit public ayant pour but la gestion d'une activité de service public de transport en Île-de-France. La RATP est désignée par le STIF (autorité organisatrice des transports en Île-de-France) pour assurer la gestion du métro et d'autres transports urbains de Paris et de sa proche banlieue : autobus, tramway et une partie des lignes A et B du RER.

Dans le cadre du décret de 1949 et de l'ordonnance de 1959 et comme pour les autres transporteurs de la région parisienne, la RATP bénéficie de droits d'exploitation perpétuels sur les lignes qui lui ont été confiées.

Dans le cadre de la loi SRU, la RATP est autorisée à intervenir, par le biais de filiales, dans la conception et l'exploitation de réseaux de transports publics sur tout le territoire national et à l'étranger.

La RATP est détenue par l'État, et les comptes consolidés du Groupe sont intégrés dans les comptes combinés de l'État actionnaire.

Les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2008 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 26 septembre 2008.

1. ÉVÉNEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2008

Signature du nouveau contrat STIF

La RATP et le STIF ont signé le 21 février 2008 un nouveau contrat qui définit, pour la période 2008-2011, les conditions de réalisation par la RATP du service public de transport collectif de voyageurs en Île-de-France dont elle est chargée. Il s'agit du troisième contrat depuis la mise en place de la contractualisation, en 2000, dans les relations entre le STIF et la RATP.

Ce contrat a modifié les modalités de financement de la RATP. Le mécanisme de rémunération comprend désormais :

- une individualisation des versements du STIF par nature de charges, selon qu'elles intéressent l'exploitation et les obligations de service public correspondantes, d'une part, les charges liées aux investissements et à l'infrastructure, d'autre part;
- une séparation de ce qui relève de la couverture de charges par rapport à ce qui constitue un intéressement.

Un mécanisme d'intéressement avec partage des risques et des gains entre la RATP et le STIF est prévu au contrat. Ce mécanisme est fondé sur les recettes directes réalisées par comparaison avec l'objectif fixé contractuellement.

Nouvelle émission obligataire

La RATP a procédé le 16 mai 2008 au lancement d'une nouvelle émission de référence à dix ans (RATP 4,5% 28/05/2018) pour un montant de 550 M€. Le succès de cette transaction marque le retour de la RATP sur les marchés de capitaux en euros, après sa dernière transaction, en septembre 2003.

2. PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

La saisonnalité de l'activité

L'activité de la RATP est sujette à une forte saisonnalité. En effet, les recettes des mois de juillet et août sont significativement plus faibles que la moyenne constatée sur les autres mois. Compte tenu de la nécessité de maintenir une offre de service satisfaisante, conformément aux décisions du STIF, cette diminution des recettes n'est pas compensée par une diminution corrélée des charges, notamment les charges de personnel.

Structurellement, le résultat du premier semestre est généralement supérieur au résultat du second semestre.

2.1 Préparation des états financiers

En application du règlement européen 1606-2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés du groupe RATP sont préparés sur la base des règles de présentation, de reconnaissance et d'évaluation du référentiel IAS/IFRS.

Les comptes consolidés au 30 juin 2008 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2007 établis selon les normes IFRS.

2.2 Les principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2008 sont identiques à ceux décrits dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

2.3 Estimations et jugements de la direction du Groupe

Pour établir les comptes du Groupe, la direction doit procéder à des estimations, dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La direction est amenée à réviser ces estimations en cas de changement des

circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

2.4 Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires

Les contributions du STIF

Le mécanisme de rémunération intègre désormais une contribution d'exploitation « C1 » relative à l'exploitation et aux obligations de service public et une contribution « C2 » liée au financement des investissements.

La contribution C1 se compose de trois éléments :

- une contribution forfaitaire C11 couvrant les charges liées à l'exploitation non couvertes par les recettes voyageurs ;
- une contribution C12 couvrant à l'euro/l'euro les impôts et taxes (taxe professionnelle et taxe foncière) ;
- une contribution C13 couvrant l'écart entre les recettes directes prévisionnelles indexées selon les modalités prévues pour la contribution C11 et le montant des recettes directes prévisionnelles actualisées des décisions tarifaires du STIF.

Ces contributions sont revalorisées chaque année en fonction d'indices.

Ces contributions sont mensualisées de la façon suivante :

- C11 et C13 sont mensualisées selon la saisonnalité des objectifs mensuels de recettes directes ;
- C12 est mensualisée au même rythme que les charges d'impôts et taxes constatées ;
- C2 est mensualisée linéairement par douzièmes.

Bonus/malus qualité de service du STIF

Les bonifications et pénalités financières résultent de mécanismes d'incitation contractuels associés aux engagements de la RATP sur la réalisation d'objectifs annuels de qualité de service et d'offre de référence.

Cet élément faisant référence à des objectifs annuels, son estimation définitive ne peut intervenir que pour un exercice complet. Par conséquent, dans les comptes semestriels, nous retenons 50% d'une estimation annuelle prudente.

Intéressement au personnel

Le montant figurant dans les comptes semestriels correspond à 50% de l'intéressement annuel calculé à partir d'une estimation annuelle prudente.

3. ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours du semestre, la société Flexcité 93 a été intégrée au périmètre de consolidation. Cette intégration n'a pas d'impact significatif sur le chiffre d'affaires et le résultat consolidé du Groupe .

4. COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Chiffre d'affaires

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Produits du transport	1 976 040	1 905 361	3 711 833
Produits des activités annexes	52 032	55 652	104 849
Recettes hors transport	172 186	152 371	326 428
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	2 200 258	2 113 383	4 143 110

Suite à la modification du mécanisme de rémunérations du contrat STIF 2008-2001 et pour une meilleure lisibilité, la contribution forfaitaire reçue en 2007 et relative au contrat 2004-2007 a été intégrée dans les produits du transport du 30 juin 2007 et du 31 décembre 2007.

4.2 Charges de personnel

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Rémunérations	- 825 299	- 779 897	- 1 536 291
Charges sociales	- 383 605	- 332 361	- 697 890
Autres avantages à long terme	4 674	- 11 730	- 2 883
Intéressement	- 13 506	- 14 629	- 32 394
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	- 1 217 737	- 1 138 617	- 2 269 458

4.3 Autres produits et charges d'exploitation

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Pertes sur créances clients	- 883	- 1 084	- 2 292
Charges diverses de gestion courante	- 8 446	- 14 058	- 45 242
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	- 9 329	- 15 142	- 47 534

4.4 Autres produits et charges opérationnels

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Plus ou moins-value de cessions d'immobilisations	165	- 1 160	- 3 193
Autres	324	- 600	181
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	488	- 1 760	- 3 012

4.5 Charges et produits financiers

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Charges d'emprunts	- 108 321	- 89 439	- 193 542
Charges d'intérêts sur emprunts	- 107 605	- 88 625	- 192 245
Charges d'intérêts sur locations-financements	- 716	- 814	- 1 297
Produits financiers	15 401	4 129	17 315
Produits nets sur équivalents de trésorerie	13 773	2 524	13 777
Produits d'intérêts sur autres actifs financiers	1 504	1 386	3 058
Autres produits sur actifs financiers disponibles à la vente	124	219	480
Résultat lié à la gestion des risques	- 7 056	- 2 656	- 4 932
Pertes de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	- 144	- 280	- 759
Dotations et reprises de provisions pour risques financiers	- 536	- 91	881
Variation de juste valeur des dettes couvertes	153	- 202	0
Charges nettes d'intérêts sur dérivés non admis en couverture	- 5 113	- 6 213	- 4 188
Résultat des dérivés de couverture – part inefficace	546	1 643	- 12
Résultat des dérivés de couverture – part efficace	- 1 204	600	- 81
Résultat de change	- 758	1 888	- 774
Total dettes financières – courant	2 436	- 16 205	- 10 952
Résultat leasehold	4 838	11 314	16 305
Autres produits et charges financiers	- 2 402	- 27 519	- 27 257
TOTAL	- 97 540	- 104 171	- 192 111

4.6 Immobilisations incorporelles

	31/12/2007	ACQUISITIONS	MISES AU REBUT, CESSIONS	RECLASSEMENTS ET MISES EN SERVICE	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	30/06/2008
Valeurs brutes						
Droit au bail	2 626	0	0	0	0	2 626
Frais de recherche et développement	94 329	0	- 27	1 878	0	96 180
Logiciels	272 287	833	- 218	40 015	0	312 917
Immobilisations en cours	35 620	10 881	0	- 7 141	- 154	39 206
Autres	1 328	0	0	- 25	- 9	1 294
TOTAL VALEURS BRUTES	406 190	11 714	- 245	34 727	- 162	452 223

	31/12/2007	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	MISES AU REBUT, CESSIONS	REPRISES	VARIATION DE PÉRIMÈTRE ET RECLASSEMENTS	30/06/2008
Amortissements et dépréciations						
Droit au bail	- 912	- 38	0	0	0	- 950
Frais de recherche et développement	- 3 036	- 1 654	29	0	0	- 4 661
Logiciels	- 198 931	- 14 487	231	0	- 71	- 213 258
Immobilisations en cours	- 1 882	- 160	0	0	134	- 1 909
Autres	- 84	0	0	0	78	- 6
Total amortissements et dépréciations	- 204 844	- 16 339	260	0	141	- 220 783
VALEURS NETTES	201 345	- 4 627	14	34 726	- 22	231 440

La principale mise en service de la période concerne la mise en production au sein de la RATP d'un système de gestion pour les ressources humaines.

4.7 Immobilisations corporelles

	31/12/2007	ACQUISITIONS	MISES AU REBUT, CESSIONS	RECLASSEMENTS ET MISES EN SERVICES	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	30/06/2008
Valeurs brutes						
Terrains	800 716	0	0	804	0	801 520
Constructions	6 770 407	1 331	- 56	203 311	0	6 974 992
Installations techniques, matériels, outillage industriel	4 085 949	2 115	- 819	72 888	- 163	4 159 971
Matériels de transport	4 512 835	4 530	- 13 194	62 954	23	4 567 147
Autres	215 450	1 787	- 3 683	2 055	- 83	215 527
Immobilisations en cours	1 310 141	316 159	- 18	- 370 324	0	1 255 959
Subventions d'investissement	- 4 117 321		- 54 089			- 4 171 410
TOTAL VALEURS BRUTES	13 578 176	325 921	- 71 858	- 28 314	- 222	13 803 704

	31/12/2007	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	MISES AU REBUT, CESSIONS	REPRISES	VARIATION DE PÉRIMÈTRE ET RECLASSEMENTS	30/06/2008
Amortissements et dépréciations						
Terrains	- 5 504	- 272	0	0	0	- 5 776
Constructions	- 2 473 376	- 74 492	58	0	- 460	- 2 548 270
Installations techniques, matériels, outillage industriel	- 2 621 734	- 95 056	754	0	- 2 007	- 2 718 042
Matériels de transport	- 2 771 304	- 98 750	12 179	264	- 5 747	- 2 863 358
Autres	- 145 545	- 9 101	3 576	0	2 027	- 149 043
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	1 619 981			49 624		1 669 606
Total amortissements et dépréciations	- 6 397 481	- 277 670	16 567	49 888	- 6 186	- 6 614 883
VALEURS NETTES	7 180 694	48 249	- 55 292	21 573	- 6 410	7 188 820

Les mises en service de la période concernent principalement le prolongement de la ligne 13 vers Gennevilliers, les opérations « Renouveau du métro », le gros entretien des voies du RER, du métro, le renouvellement des escaliers mécaniques et autres installations et les rénovations du matériel RER.

Les immobilisations corporelles en cours se composent principalement des projets d'acquisition des trains de série, d'un projet de système de pilotage.

4.8 Instruments financiers dérivés

	31/12/2007					
	ACTIF NON COURANT	ACTIF COURANT	TOTAL ACTIF	PASSIF NON COURANT	PASSIF COURANT	TOTAL PASSIF
Cashflow hedge	11 436	3 795	15 231	21 358	5 702	27 060
Fair value hedge	0	1 204	1 204	6 104	172	6 276
Non hedge		3 381	3 381		5 658	5 658
TOTAL	11 436	8 380	19 816	27 462	11 532	38 994

	30/06/2008					
	ACTIF NON COURANT	ACTIF COURANT	TOTAL ACTIF	PASSIF NON COURANT	PASSIF COURANT	TOTAL PASSIF
Cashflow hedge	15 128	12 486	27 614	10 152	18 458	28 610
Fair value hedge	0	147	147	6 753	166	6 919
Non hedge		5 719	5 719		11 169	11 169
TOTAL	15 128	18 352	33 480	16 905	29 793	46 698

4.9 Clients et autres débiteurs

	30/06/2008	31/12/2007
Créances clients	213 747	201 656
Perte de valeur des créances clients	- 24 758	- 24 794
Créances clients	188 989	176 862
Créances de parties liées		
Paiements versés d'avance	2 007	1 633
Charges constatées d'avance	47 419	9 137
Créances sur l'État et autres collectivités	129 638	233 804
Créances diverses	90 863	115 136
Provisions	- 4 170	- 4 822
Autres débiteurs	265 757	354 887
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	454 746	531 749

4.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/06/2008	31/12/2007
Valeurs mobilières de placement	758 284	303 449
Disponibilités	166 880	78 103
TOTAL	925 163	381 552

La RATP a émis un emprunt de 550 M€ en mai 2008. Cette émission a été anticipée pour profiter de la baisse des taux survenue au premier semestre et dans un contexte de liquidités restreintes. Au 30 juin 2008, le nominal de l'emprunt a été investi en certificats de dépôt.

Rapprochement trésorerie active bilan/trésorerie active TFT

	30/06/2008	31/12/2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie (bilan)	925 163	382 231
Concours bancaires courants (cf. note 28.1)	- 136 454	- 47 432
TRÉSORERIE DE CLÔTURE DU TFT	788 709	334 799

4.11 Réserves

	RÉSERVES DE CONVERSION	RÉSERVES DE REMPLI REINVESTISSEMENT	ÉCARTS ACTUARIELS	RÉSERVES DE JUSTE VALEUR	RÉSERVE DE COUVERTURE	AUTRES RÉSERVES	TOTAL RÉSERVES
1^{ER} JANVIER 2008	- 1 955	225 078	29 316	475	19 260	1 095 982	1 368 156
Affectation du résultat						112 143	112 143
Cessions d'immobilisations							0
Écarts de conversion	- 1 529						- 1 529
Variation des écarts actuariels			- 12 067				- 12 067
Variations de juste valeur dérivés et couvertures					4 689		4 689
Autres variations de juste valeur				- 116			- 116
Changements de méthode						0	0
Autres variations			0	0		- 1 393	- 1 393
30 JUIN 2008	- 3 484	225 078	17 249	359	23 949	1 206 732	1 469 883

4.12 Tableau de variation des capitaux propres

	CAPITAL DOTATION EN CAPITAL	CONTRE-VALEUR DES IMMOBILISATIONS MISES À DISPOSITION	RÉSERVES DE CONVERSION	ÉCARTS ACTUARIELS	RÉSERVES DE JUSTE VALEUR	RÉSERVE DE COUVERTURE	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2008	283 367	250 701	- 1 955	29 316	475	19 260	1 321 060	112 142	2 014 366	15 503	2 029 869
Affectation du résultat							112 142	- 112 142	0	0	0
Résultat net de l'exercice								92 370	92 370	112	92 482
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales et variations de périmètre									0	- 89	- 89
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales									0	- 1 203	- 1 203
Écarts de conversion			- 1 529				0	0	- 1 529	- 174	- 1 703
Variation des écarts actuariels				- 12 067					- 12 067		- 12 067
Variation de juste valeur					- 116	4 689			4 573	- 13	4 560
Autres variations							- 1 393	0	- 1 393	873	- 520
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2008	283 367	250 701	- 3 484	17 249	359	23 949	1 431 809	92 370	2 096 317	15 010	2 111 327

4.13 Provisions pour avantages au personnel

Les provisions pour avantages au personnel comprennent les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme.

	30/06/2008	31/12/2007
Provision pour indemnités départ à la retraite	198 939	201 988
Provision pour allocation décès des retraités	23 907	34 172
Provision pour indemnités décès des actifs	11 894	12 035
Provision pour cessation anticipée d'activité	13 807	11 577
Provision pour bonification du taux de plan épargne entreprise (PEE) des retraités et futurs retraités	47 683	33 467
Provision pour rentes maladies professionnelles et accidents du travail des retraités	118 118	115 579
Total avantages postérieurs à l'emploi	414 348	408 818
Provision pour cessation progressive d'activité	17 698	22 628
Provision pour médaille du travail	18 052	18 126
Provision pour maladie longue durée	6 819	6 819
Provision pour chômage	11 666	11 301
Provision pour rentes maladies professionnelles et accidents du travail des actifs	15 040	15 043
Provision mesures transitoires régime des retraites	3 610	3 610
Total avantages à long terme	72 885	77 527
TOTAL	487 233	486 345

Les avantages sont évalués au 30 juin 2008 au taux de 5,25 %, contre 5 % au 31 décembre 2007.

Provision pour allocation décès des retraités

Le 8 février 2008, le conseil d'administration a décidé de modifier les modalités d'attribution de l'allocation décès aux ayants droit des agents retraités. Le conseil a limité l'attribution de cette allocation aux titulaires d'une pension avant le 1^{er} janvier 2009. De ce fait, l'engagement se trouve diminué du montant évalué pour les futurs retraités à compter du 1^{er} janvier 2009. L'impact de la fermeture de ces droits s'élève à 9 727 ke sur le résultat de la période.

4.14 Autres provisions

	31/12/2007	DOTATION	PROVISION UTILISÉE	PROVISION NON UTILISÉE	RECLASSEMENT VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET TAUX DE CHANGE	30/06/2008
Provisions non courantes	101 787	8 669	- 5 586	- 814	2 576	106 631
Démantèlement ⁽¹⁾	65 205				23	65 228
Litiges ⁽²⁾	16 598	3 512	15	- 814	292	19 602
Autres charges	10 468	40	- 24		- 98	10 386
Autres risques ⁽³⁾	9 516	5 118	- 5 577		2 359	11 416
Provisions courantes	55 869	13 702	- 5 936	- 2 289	- 2 666	58 680
Démantèlement ⁽¹⁾	14 320					14 320
Litiges ⁽²⁾	8 935	2 016	57	- 1 628	- 6	9 374
Autres charges	6 778	213	- 1 600		2	5 393
Autres risques ⁽³⁾	25 836	11 474	- 4 393	- 661	- 2 662	29 594
TOTAL DES PROVISIONS	157 655	22 371	- 11 522	- 3 103	- 90	165 311

(1) Les coûts de démantèlement du matériel roulant ferroviaire font l'objet d'une provision pour charges en contrepartie de leur inscription à l'actif immobilisé en tant que composants amortis sur la durée d'utilisation des trains.

(2) Les provisions pour litiges concernent des provisions pour litiges et contentieux à caractère commercial ou prud'homal.

(3) Les provisions pour autres risques comprennent l'engagement de la RATP EPIC constaté pour couvrir les risques sur des accidents intervenus sur les réseaux. Du fait du caractère non significatif, aucune provision n'a fait l'objet d'une actualisation.

4.15 Dettes financières

	30/06/2008	31/12/2007
Emprunts obligataires	3 400 293	2 848 517
Variation de la juste valeur de la dette obligataire	- 7 370	- 5 347
Emprunts auprès de la région Île-de-France	247 437	235 451
Emprunts plan épargne entreprise	124 376	100 482
Emprunts auprès des établissements de crédit	102 479	102 883
Emprunts liés aux contrats de location-financement	26 026	26 449
Dépôts et cautionnements (reçus)	4 240	5 573
Autres emprunts et dettes	4 530	2 812
Concours bancaires		
Total dettes financières – non courant	3 902 011	3 316 820
Emprunts obligataires	785 929	782 395
Emprunts auprès de la région Île-de-France	18 404	18 404
Emprunts plan épargne entreprise	135 003	130 318
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 257	8 578
Emprunts liés aux contrats de location-financement	877	852
Dépôts et cautionnements (reçus)	158	149
Billets de trésorerie	235 242	401 218
Autres emprunts et dettes	135 578	59 648
Concours bancaires	136 455	47 432
Total dettes financières – courant	1 455 903	1 448 994
TOTAL	5 357 913	4 765 814

La RATP a émis un emprunt de 550 M€ en mai 2008. Cette émission a été anticipée pour profiter de la baisse des taux survenue au premier semestre et dans un contexte de liquidités restreintes.

Calcul de l'endettement net

Au 30 juin 2008, l'endettement net du Groupe s'élève donc à 4 212 989 k€, qui se décomposent comme suit :

	30/06/2008	31/12/2007
Dettes financières	5 357 913	4 765 814
Intérêts courus non échus	- 132 684	- 58 597
Avance Calyon et autres	- 84 719	- 89 689
Dépôts et cautionnements	- 4 398	- 5 722
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 925 410	- 381 552
Trésorerie non disponible des filiales	4 222	4 252
Autres	- 1 935	1 177
ENDETTEMENT NET GROUPE	4 212 989	4 235 683

4.16 Fournisseurs et autres créditeurs

	30/06/2008	31/12/2007
Dettes fournisseurs	214 922	219 358
Dettes sur immobilisations	169 351	248 800
Dettes fiscales et sociales	473 137	549 568
Dettes diverses d'exploitation	- 2 471	16 582
Produits constatés d'avance	92 247	37 730
Autres dettes diverses	74 260	103 096
Dettes dues aux parties liées		
TOTAL	1 021 446	1 175 133

4.17 Garanties

Les opérations de leasehold

De 1997 à 2002, la RATP a réalisé des opérations de leasehold. Ces opérations d'ingénierie financière consistent, pour la RATP, à concéder un droit de jouissance de biens dans des conditions et selon des modalités qui permettent à des investisseurs étrangers américains de considérer qu'ils jouissent de la propriété économique des biens, ce qui les autorise à les amortir et, par conséquent, à en retirer un gain fiscal important grâce à un mécanisme de différé d'imposition. Le gain fiscal obtenu par l'investisseur étranger est partagé avec la RATP.

Une opération de leasehold est composée d'une location principale consentie par la RATP et d'une sous-location destinée à lui faire conserver néanmoins la jouissance du bien. La RATP dispose d'une option appelée « early buy out » (« EBO ») en sa faveur, au terme d'une période plus courte que la durée totale de l'opération, lui permettant d'interrompre le montage en rachetant la part restante du contrat de location. Économiquement et comptablement, il n'y a pas de cession, la RATP conservant la propriété juridique des équipements.

Les différents contrats qui composent chaque opération constituent une opération unique et sont comptabilisés comme tels. Les actifs et passifs liés à ces contrats (dépôts qui ne seront jamais encaissés par la RATP, autres actifs non encaissés et passifs non décaissés) ont fait l'objet d'une compensation au bilan et au compte de résultat, laissant apparaître en lecture directe un solde qui correspond au profit global de chaque opération, la « net present value » (« NPV »). Ce profit est encaissé au moment de la signature des contrats et comptabilisé en produits à étaler, puis constaté linéairement en résultat financier sur la durée du contrat.

Les risques supportés par la RATP se limitent à ceux liés à la propriété du matériel, à la législation française et aux risques de contrepartie sur les dépôts.

Sur une partie des dépôts, correspondant à la date du 30 juin 2008 à 1 375 M€, le risque de contrepartie est couvert par des accords de defeasance, qui assurent une compensation entre les dépôts et les dettes correspondantes (les intérêts et le capital du dépôt servent à rembourser les intérêts et le capital du prêt que la même banque a fait au trust). La contrepartie qui assure la defeasance peut ainsi être changée à tout moment sans qu'il y ait de risque de mark to market associé.

Sur une autre partie des dépôts, correspondant à la date du 30 juin 2008 à 413 M€, le risque de contrepartie est couvert par des contrats de collatéralisation. En cas de dégradation du rating en dessous d'un certain seuil, la contrepartie a l'obligation de déposer des bons du Trésor américains chez un dépositaire et de les remettre au profit du trust (et donc indirectement au profit de la RATP).

Sur la dernière partie des dépôts correspondant à la date du 30 juin 2008 à 331 M€, la RATP supporte le risque de contrepartie. En cas de dégradation du rating de la contrepartie en dessous d'un certain seuil, la RATP doit mettre en place des lettres de crédit (« SBLC ») au profit des investisseurs américains. Ces SBLC couvrent les obligations de paiement de la RATP vis-à-vis du trust. À la date du 30 juin 2008, la RATP a mis en place des SBLC pour un montant pouvant s'élever au maximum à 120 M€.

4.18 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le 1^{er} juillet 2008 :

- la société RATP Développement a cédé sa participation dans la société Transports du Val-d'Oise (TVO) ;
- la société Giroux Transports Services a augmenté sa participation dans les sociétés Transports Voyageurs du Mantois (TVM) et Compagnie des Transports Voyageurs du Mantois Interurbains (CTVMI).

Comptes sociaux

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes 23

Bilan 24

Compte de résultat 26

Annexes aux comptes sociaux 28

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires individuels

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la RATP et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires individuels de la RATP, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008 (ci-après « les Comptes »), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces Comptes ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces Comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en

charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les Comptes présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la RATP au 30 juin 2008, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Fait à Paris – La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 septembre 2008

Les commissaires aux comptes

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Philippe Arnaud
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit

Paul Onillon
Associé

Bilan

Au 30 juin 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2008			31/12/2007
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (À DÉDUIRE)	NET	NET
ACTIF				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	442 018	214 824	227 194	197 745
– Frais de recherche et développement	96 180	4 661	91 519	91 292
– Droit au bail	2 626	950	1 676	1 714
– Autres	343 212	209 213	133 999	104 738
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 657 482	9 103 834	9 553 648	9 544 190
– Terrains	390 710	5 776	384 934	384 402
– Constructions	8 155 095	3 309 547	4 845 549	4 721 241
– Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 195 203	2 775 845	1 419 358	1 441 739
– Matériel de transport	4 457 871	2 870 565	1 587 306	1 622 547
– Autres	203 047	142 101	60 945	65 237
– En-cours, avances et acomptes	1 255 557	–	1 255 557	1 309 024
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	478 033	18 711	459 322	462 051
– Participations	259 345	4 165	255 180	254 802
– Créances rattachées à des participations	7 516	–	7 516	6 638
– Autres titres immobilisés	–	–	–	–
– Prêts	94 989	315	94 675	95 723
– Autres	116 183	14 231	101 952	104 888
ACTIF IMMOBILISÉ (I)	19 577 533	9 337 368	10 240 165	10 203 986
Stocks et en-cours	164 156	30 734	133 422	130 220
Avances et acomptes versés sur commande	763	–	763	456
CRÉANCES	4 989 420	17 375	4 972 045	4 982 833
– Créances clients et comptes rattachés	123 689	13 833	109 855	114 831
– Créances État et autres collectivités publiques	160 249	–	160 249	282 443
– Autres	53 901	3 542	50 359	47 531
– Créances Lease	4 651 581	–	4 651 581	4 538 027
ACTIF FINANCIER	872 101	–	872 101	309 447
Valeurs mobilières de placement	737 962	–	737 962	281 781
Disponibilités	134 139	–	134 139	27 666
Charges constatées d'avance	91 804	–	91 804	62 463
ACTIF CIRCULANT (II)	6 118 245	48 110	6 070 135	5 485 419
Frais d'émission d'emprunts (III)	9 175	–	9 175	9 244
Primes de remboursement des obligations (IV)	10 158	–	10 158	6 917
Écarts de conversion actif (V)	2 319	–	2 319	1 171
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	25 717 431	9 385 478	16 331 953	15 706 737

<i>(en milliers d'euros)</i>		
PASSIF	30/06/2008	31/12/2007
Contre-valeur des immobilisations mises à disposition	250 701	250 701
Écarts de réévaluation	231 140	231 140
Dotations en capital	283 367	283 367
RÉSERVES	285 371	285 371
– Réserve provenant de la cession de biens mis à disposition par le STIF et désaffectés (remploi)	184 419	184 419
– Réserve provenant de la cession de biens mis à disposition par l'État et désaffectés	136	136
– Réserve provenant de la cession de biens créés par la Régie et désaffectés (réinvestissement)	42 890	42 890
– Réserve générale	57 926	57 926
Report à nouveau	946 209	862 544
Résultat de l'exercice (excédent ou perte)	91 621	83 665
Subventions d'investissement	2 438 023	2 433 138
Provisions réglementées	446 280	451 423
CAPITAUX PROPRES (I)	4 972 712	4 881 350
Provisions pour risques	67 266	58 073
Provisions pour charges	158 570	163 519
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (II)	225 836	221 592
DETTES FINANCIÈRES	5 331 190	4 747 389
– Prêts de la région Île-de-France	299 869	287 988
– Emprunts obligataires	4 447 163	3 872 689
– Emprunts et dettes à des établissements de crédit (soldes créditeurs de banques)	203 350	112 714
– Emprunts et dettes financières divers	248 144	415 421
– Intérêts courus non échus	132 644	58 578
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	2 047	22 653
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 152	191 784
Dettes fiscales et sociales	474 293	550 773
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	166 055	240 310
Autres dettes	86 382	107 594
Dettes lease	4 727 295	4 618 627
Produits constatés d'avance	156 611	123 253
DETTES (III)	11 130 025	10 602 384
Écarts de conversion passif (IV)	3 379	1 412
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	16 331 953	15 706 737
Endettement financier net (indicateur RATP dont le calcul détaillé figure en annexe 13c)	4 243 993	4 293 669

Compte de résultat

Au 30 juin 2008

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007	VARIATION %
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 218 373	4 211 858	2 172 897	2,1 %
Produits du transport (prestations de service) ⁽¹⁾	1 935 541	3 404 927	1 766 428	9,6 %
Contribution forfaitaire		236 447	118 285	- 100,0 %
Produits des activités annexes ⁽¹⁾	59 662	114 244	61 201	- 2,5 %
Produits divers	169 781	346 139	172 684	1,7 %
- Prestations de services autres que les produits de transport ⁽¹⁾	65 214	133 012	64 694	0,8 %
- Ventes de produits résiduels ⁽¹⁾	3 633	6 638	3 089	17,6 %
- Production stockée	- 832	1 065	1 165	- 171,4 %
- Production immobilisée	40 058	76 275	38 290	4,6 %
- Reprises sur provisions et transferts de charges	43 068	88 822	44 637	- 3,5 %
- Subventions d'exploitation		27	22	- 100,0 %
- Autres produits	18 640	40 300	20 786	- 10,3 %
Produits en atténuation des charges d'amortissements	53 389	110 101	54 300	- 1,7 %
- Reprise sur provisions spéciales de réévaluation	5 143	10 203	5 082	- 1,2 %
- Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice	48 246	99 899	49 218	- 2,0 %
CHARGES D'EXPLOITATION	2 013 456	3 912 855	1 963 512	2,5 %
Consommations en provenance de tiers	410 143	757 544	374 207	9,6 %
Énergie	101 085	160 512	83 100	21,6 %
- Énergie électrique	45 466	76 038	39 786	14,3 %
- Carburants	48 038	73 158	36 520	31,5 %
- Chauffage	7 581	11 316	6 794	11,6 %
Frais relatifs aux lignes affrétées	11 630	21 631	10 578	9,9 %
Charges de circulation SNCF	9 996	22 987	11 493	- 13,0 %
Matières et autres charges externes	287 432	552 414	269 035	6,8 %
- Matières et fournitures diverses	88 040	160 525	78 521	12,1 %
- Autres charges externes	199 392	391 889	190 515	4,7 %
Impôts, taxes et versements assimilés	110 162	215 251	110 299	- 0,1 %
Charges de personnel	1 160 137	2 202 202	1 128 868	2,8 %
- Salaires et traitements	812 431	1 533 699	789 938	2,8 %
- Charges sociales	340 146	647 981	327 993	3,7 %
- Résultat des régimes spéciaux	7 560	20 522	10 937	- 30,9 %
Dotations aux amortissements et aux provisions	318 165	693 259	336 969	- 5,6 %
- Sur immobilisations - dotations aux amortissements	289 465	607 085	298 459	- 3,0 %
- Sur immobilisations - dotations aux provisions	272	656	298	- 8,7 %
- Sur actif circulant - dotations aux provisions	2 925	5 961	2 552	14,6 %
- Pour risques et charges - dotations aux provisions	25 503	79 577	35 660	- 28,5 %
Autres charges	14 850	44 600	13 169	12,8 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I)	204 917	299 002	209 385	- 2,1 %

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007	VARIATION %
PRODUITS FINANCIERS	45 094	78 057	33 371	35,1 %
– De participation	3 375	6 261	3 067	10,1 %
– D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	227	386	180	26,2 %
– Autres intérêts et produits assimilés	39 021	63 509	28 222	38,3 %
– Reprises sur provisions et transferts de charges	424	108	57	NS
– Différences positives de change	2	566	2	– 2,7 %
– Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	2 046	7 227	1 844	10,9 %
– Produits financiers Athènes				
CHARGES FINANCIÈRES	149 289	275 782	136 003	9,8 %
– Intérêts et charges assimilées	145 927	269 292	132 751	9,9 %
– Dotations aux amortissements et aux provisions	2 952	6 104	3 252	– 9,2 %
– Différences négatives de changes	0	277	0	– 9,6 %
– Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	410	110		100,0 %
RÉSULTAT FINANCIER (II)	– 104 195	– 197 725	– 102 632	1,5 %
RÉSULTAT COURANT (I + II)	100 722	101 278	106 753	– 5,6 %
PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 220	26 146	16 817	– 57,1 %
– Sur opérations de gestion	765	4 111	1 497	– 48,9 %
– Sur opérations en capital	139	440	275	– 49,7 %
– Produits exceptionnels lease	4 838	16 305	11 314	– 57,2 %
– Autres produits exceptionnels	71	639	211	– 66,2 %
– Reprises sur provisions et transferts de charges	1 407	4 652	3 520	– 60,0 %
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 821	11 739	6 725	– 58,0 %
– Sur opérations de gestion	1 248	3 975	3 381	– 63,1 %
– Autres charges exceptionnelles	1 574	7 708	3 287	– 52,1 %
– Dotations aux amortissements et aux provisions		57	57	– 100,0 %
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	4 399	14 407	10 092	– 56,4 %
Participation des salariés aux résultats	13 500	32 019	13 550	– 0,4 %
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL PRODUITS	2 270 687	4 316 061	2 223 085	
TOTAL CHARGES	2 179 067	4 232 396	2 119 790	
RÉSULTAT	91 621	83 665	103 295	– 11,3 %

(1) Chiffre d'affaires

2 064 050

3 658 820

1 895 412

8,9 %

Annexes aux comptes sociaux

Arrêté intermédiaire au 30 juin 2008. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (k€).

1. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA PÉRIODE

Saisonnalité

L'activité de la RATP est sujette à une forte saisonnalité. En effet, les recettes des mois de juillet et août sont significativement plus faibles que la moyenne constatée sur les autres mois. Compte tenu de la nécessité de maintenir une offre de service satisfaisante, conformément aux décisions du STIF, cette diminution des recettes n'est pas compensée par une diminution corrélée des charges, notamment les charges de personnel.

Structurellement, le résultat du premier semestre est donc largement supérieur au résultat du second semestre.

Signature du nouveau contrat STIF

La RATP et le STIF ont signé le 21 février 2008 un nouveau contrat qui définit, pour la période 2008-2011, les conditions de réalisation par la RATP du service public de transport collectif de voyageurs en Île-de-France dont elle est chargée. Il s'agit du troisième contrat depuis la mise en place de la contractualisation en 2000.

Ce contrat a modifié les modalités de financement de la RATP. Le mécanisme de rémunération comprend désormais :

- une individualisation des versements du STIF par nature de charges, selon qu'elles intéressent l'exploitation et les obligations de service public correspondantes, d'une part, les charges liées aux investissements et à l'infrastructure, d'autre part ;
- une séparation de ce qui relève de la couverture de charges par rapport à ce qui constitue un intéressement.

Un mécanisme d'intéressement avec partage des risques et des gains entre la RATP et le STIF fondé sur les recettes directes réalisées par comparaison avec l'objectif est prévu au contrat.

Nouvelle émission obligataire

La RATP a procédé le 16 mai 2008 au lancement d'une nouvelle émission de référence à dix ans (RATP 4,5 % 28 mai 2018) pour un montant de 550 M€. Le succès de cette transaction marque le retour de la RATP sur les marchés de capitaux en euros, après sa dernière transaction significative en septembre 2003.

2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Le plan comptable particulier de la RATP a été approuvé par arrêté interministériel en date du 21 mars 1985, sur avis de conformité donné par le Conseil national de la comptabilité. Ce plan est établi conformément aux règles, principes et modalités du système de base du Plan comptable général.

Il comprend, en outre, des développements et des aménagements qui répondent aux besoins spécifiques d'information de gestion de la RATP et aux particularités de sa structure juridique et de son régime financier.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels et sont décrites ci-après. Certaines dispositions propres aux spécificités d'un arrêté intermédiaire sont présentées au chapitre 2.1 ci-après.

2.1 Dispositions retenues pour l'établissement des comptes intermédiaires

Contributions forfaitaires du STIF

Le mécanisme de rémunération intègre désormais une contribution d'exploitation C1 relative à l'exploitation et aux obligations de service public et une contribution C2 au financement des investissements.

La contribution C1 se compose de trois éléments :

- une contribution forfaitaire C11 couvrant les charges liées à l'exploitation non couvertes par les recettes voyageurs ;
- une contribution C12 couvrant les impôts et taxes (taxe professionnelle et taxe foncière) payés à l'euro/l'euro ;
- une contribution C13 couvrant l'écart entre les recettes directes prévisionnelles indexées selon les modalités prévues pour les charges couvertes par la contribution C11 et le montant des recettes directes prévisionnelles actualisées des décisions tarifaires du STIF.

Ces contributions sont mensualisées de la façon suivante :

- C11 et C13 sont mensualisées selon la saisonnalité des objectifs mensuels de recettes directes ;
- C12 est mensualisée au même rythme que les charges d'impôts et taxes constatées ;
- C2 est mensualisée linéairement par douzième.

Bonus/malus qualité de service du STIF

Les bonifications et pénalités financières résultent de mécanismes d'incitation contractuels associés aux engagements de la RATP sur la réalisation d'objectifs annuels de qualité de service et d'offre de référence.

Cet élément faisant référence à des objectifs annuels, son estimation définitive ne peut intervenir que pour un exercice complet. Par conséquent, dans les comptes semestriels, nous retenons 50 % d'une estimation annuelle prudente.

Intéressement

Le montant figurant dans les comptes semestriels correspond à 50 % de l'intéressement annuel calculé à partir d'une estimation annuelle prudente.

2.2 Principes généraux relatifs au bilan

Le détail de l'actif immobilisé et des amortissements est présenté dans les notes 5.1 et 5.2.

2.2.1 Immobilisations incorporelles

- Les frais de recherche et développement, afférents à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, sont inscrits à l'actif du bilan lorsqu'ils remplissent les critères énoncés par la réglementation comptable. Leur durée d'amortissement dépend de la durée d'utilisation du bien auquel ils se rapportent. Tous les autres frais de recherche et développement sont pris en charges d'exploitation.
- Les systèmes d'informations acquis ou créés par l'entreprise sont inscrits au bilan. Ils sont décomposés entre :
 - leur coût de développement et de paramétrage amortis sur une durée de cinq à dix ans en fonction de la durée d'utilisation du système ;
 - les progiciels et le matériel acquis pour la mise en service du système sont amortis sur une durée de trois ans.

2.2.2 Immobilisations corporelles

Elles comprennent des biens mis à la disposition de la RATP, qui demeurent la propriété des collectivités publiques, notamment du Syndicat des transports d'Île-de-France, autorité organisatrice des transports en région parisienne, et des biens acquis ou créés par la RATP.

En effet, ces deux catégories de biens sont inscrites à l'actif du bilan de la RATP, car conformément à son cahier des charges elle en assume l'entretien et le renouvellement. Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût historique, à l'exception des immobilisations en service au 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation dans les conditions définies par l'article 61 de la loi de finances pour 1977.

Conformément à la méthode de comptabilisation des actifs par composants applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, toutes les immobilisations ont été décomposées afin d'appliquer des durées d'utilisation propres à chacun des composants en fonction de leur fréquence de renouvellement ou des opérations de rénovations. Au 1^{er} janvier 2005, la RATP a appliqué la méthode de reconstitution du coût historique amorti.

Conformément au règlement CRC 2004-2006, les coûts de démantèlement du matériel roulant ferroviaire font l'objet d'une provision pour charges en contrepartie de leur inscription à l'actif immobilisé en tant que composants amortis sur la durée d'utilisation des trains.

Les règles comptables prévoient également la mise en œuvre d'une démarche pour identifier s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif ait pu perdre notablement de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La RATP n'a pas identifié au cours de l'exercice d'indice montrant qu'un actif ait pu perdre de sa valeur.

En outre, compte tenu des particularités du cadre juridique et financier qui régit actuellement les activités de la RATP, il est considéré que le potentiel de service attendu et la valeur de remplacement des immobilisations justifient les valeurs nettes comptables inscrites au bilan.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation définies par les techniciens de la RATP.

Voici pour nos biens les plus représentatifs et leurs composants les durées d'amortissement pratiquées :

DURÉES D'UTILISATION	
Bâtiments	
Gros œuvre des bâtiments	70 à 100 ans
Second œuvre et aménagements des bâtiments	6 à 30 ans
Infrastructures ferroviaires	
Gros œuvre des tunnels, points d'arrêts, accès	35 à 140 ans
Aménagements des points d'arrêts et accès	15 à 40 ans
Voies	10 à 50 ans
Alimentation courant de traction métro	5 à 50 ans
Caténaires RER – tramway	15 à 50 ans
Signalisation des voies et système d'aide à la conduite des trains	
Système d'automatisation de l'exploitation des trains (SAET)	5 à 35 ans
Pilotage automatique	15 à 30 ans
Signalisations des voies	10 à 40 ans
Matériels roulants	
Matériels roulants ferrés	20 à 40 ans
Matériels roulants bus	4 à 10 ans
Véhicules de tourisme	5 ans
Installations et équipements, matériel et outillage	
Appareils élévateurs et translateurs	10 à 40 ans
Portillons automatiques, tourniquets d'admission des voyageurs	10 à 20 ans
Matériel à imprimer, délivrer et oblitérer les titres de transport	5 à 10 ans
DURÉES D'UTILISATION	
Télécoms et alarmes	5 à 15 ans
Installations électriques	5 à 30 ans
Postes de transformation de courant	10 à 100 ans
Matériel d'épuisement et ventilation	15 à 30 ans
Équipements et matériels de climatisation	5 à 10 ans
Équipements de sonorisation et d'affichages lumineux	10 à 30 ans
Matériel et outillage	5 à 30 ans
Autres matériels et mobiliers	3 à 15 ans

Les pièces de rechange

Les pièces de rechange sont comptabilisées en immobilisations et sont valorisées au coût unitaire d'origine. Pour les pièces de rechange gérées dans des outils de type GMAO, la valorisation se fait au coût unitaire moyen pondéré.

La dotation aux amortissements des pièces de rechange est calculée sur la base du taux d'amortissement du matériel auquel se rattachent ces pièces.

2.2.3 Biens concernés par les opérations de locations/sous-locations

Les biens qui servent d'assiette aux opérations de leasehold (cf. note 3.12) figurent à l'actif immobilisé du bilan de la RATP. Les biens qui servent d'assiette aux opérations de swedish lease (cf. note 3.12) ne sont pas inscrits en immobilisations mais en compte de dépôts à long terme. Le résultat acquis par la RATP au titre des opérations de lease (*Net Present Value*) est étalé sur la durée de vie des opérations (cf. note 5.21a).

2.2.4 Immobilisations financières

La valeur brute de ces actifs est constituée par leur coût d'achat, y compris les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place. La RATP a choisi de rattacher les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes au coût d'acquisition de l'immobilisation.

La valeur d'inventaire des titres détenus par la RATP est déterminée à partir de la situation nette comptable de la filiale ou, pour les filiales détenant elles-mêmes des participations, à partir de la situation nette consolidée du sous-groupe et de l'évolution prévisible des résultats de la filiale ou du sous-groupe.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à leur valeur nette au bilan, une provision pour dépréciation peut être constituée pour la différence (cf. détail des provisions dans la note 5.3).

2.2.5 Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût (y compris frais accessoires d'achat) et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé au coût moyen pondéré (cf. détail des stocks par catégories note 5.4).

2.2.6 Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation de la totalité de la créance est constituée lorsqu'un risque potentiel de non-recouvrement apparaît (cf. détail des provisions dans la note 5.3).

2.2.7 Primes de remboursement des obligations

L'amortissement des primes de remboursement des obligations est réparti linéairement sur la durée des emprunts concernés. Toutefois, dans l'hypothèse où la décision de rembourser par anticipation un emprunt aurait été prise avant la date d'arrêté des comptes, les charges y afférentes seraient amorties en totalité.

2.2.8 Capitaux propres

Le poste « Contre-valeur des immobilisations mises à disposition » qui figure au passif représente essentiellement la valeur résiduelle, figée au 1^{er} janvier 1949 – date de création de la RATP – des actifs mis à disposition de la RATP à cette date et qui subsistaient au bilan du 31 décembre 1976.

Les écarts de réévaluation figurant en capitaux propres sont issus de la réévaluation pratiquée en 1963 sur la base de 1959 pour 8,6 M€ et de la réévaluation des biens non amortissables opérée en 1978 sur la base de 1976 pour 222,6 M€ (cf. note 5.8).

La loi du 21 mars 1948 a créé la RATP sans lui attribuer de capital. Toutefois, en 1986, les pouvoirs publics lui ont accordé une dotation en capital de 283,3 M€.

En application des textes créant et régissant la RATP, les plus-values et moins-values sur cessions d'actifs immobiliers alimentent directement des comptes de réserves, une distinction étant opérée selon qu'il s'agit de biens mis à disposition ou de biens créés par la Régie. Ces réserves procurent, selon des dispositions prises en accord avec les autorités de tutelle, des ressources finançant l'acquisition d'immobilisations nouvelles.

Les subventions d'investissement sont rapportées au résultat au rythme des dotations aux amortissements des biens subventionnés à l'exception des subventions encaissées pour l'acquisition de terrains qui sont rapportées au résultat par dixième.

Les provisions réglementées correspondent à la provision spéciale de réévaluation relative à la réévaluation des biens amortissables opérée en 1978 sur la base de 1976. Elles sont rapportées au résultat au rythme des dotations aux amortissements des biens auxquels elles se rapportent.

(Cf. détail de la variation des capitaux propre note 5.7).

2.2.9 Dettes financières et couverture

Les emprunts sont présentés au bilan à leur valeur de remboursement en euros.

Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin d'exercice au taux de clôture, à l'exception de ceux concernant des opérations couvertes de façon parfaites par des contrats d'échanges de devises (cross currency swaps). Les opérations parfaitement couvertes, notamment les dettes financières en devises, sont présentées au cours de couverture. Toutes les opérations en devises sont parfaitement couvertes.

À la date d'arrêté des comptes, lorsque l'application du cours de conversion a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites au passif du bilan lorsque la différence correspond à un gain latent, et à l'actif du bilan lorsque la différence correspond à une perte latente. Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques de change.

Instruments financiers dérivés

La RATP gère les risques de marchés liés aux variations de taux d'intérêts, de change et de matières premières en utilisant des instruments dérivés (swaps de taux d'intérêts ou de matières premières, options sur taux ou matières premières et cross currency swaps).

La quasi-totalité des instruments dérivés est qualifiée de couverture et est strictement adossée à la dette et à la consommation du gazole.

Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat de manière symétrique à l'enregistrement des charges et produits des opérations couvertes.

Les différentiels d'intérêts à recevoir ou à payer résultant des opérations de swaps, caps et floors de couverture ainsi que les primes et soultes liées à ces opérations sont constatés en résultat sur la durée de vie des contrats comme un ajustement de la charge d'intérêt.

Les gains et pertes latents résultant des contrats affectés à la couverture des achats futurs de gazole (budgétés) sont différés et pris en compte en résultat financier lors de la réalisation de la transaction couverte.

2.2.10 Dettes fournisseurs

Les fournisseurs débiteurs sont présentés à l'actif du bilan. Si leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable, une provision est alors constatée.

2.3 Principes généraux relatifs au compte de résultat

2.3.1 Recettes liées au contrat avec le Syndicat des transports d'Île-de-France

Les recettes liées au contrat signé le 21 février 2008 avec le Syndicat des transports d'Île-de-France pour les années 2008 à 2011 se composent :

- des recettes directes du trafic perçues des voyageurs ;
- de la contribution d'exploitation C1 relative aux obligations de service public ;

- de la contribution C2 au financement des investissements ;
- d'un bonus ou malus relatif aux indicateurs de qualité de service ;
- d'un intéressement au trafic voyageurs compté sur les réseaux qui sera mis en place à partir du 1^{er} janvier 2009.

Ces recettes font partie du chiffre d'affaires de la RATP.

Par ailleurs, la RATP peut être redevable de pénalités notamment en cas de non-réalisation de l'offre kilométrique du service de référence.

Comparabilité avec le chiffre d'affaires 2007

La RATP percevait, dans le cadre du précédent contrat STIF, une contribution forfaitaire qui n'était pas comprise dans son chiffre d'affaires. Cette contribution avait pour objet de couvrir l'ensemble des charges non rattachables aux dépenses de fonctionnement mises en œuvre pour la réalisation de l'offre. Depuis la création de la caisse de retraites RATP au 1^{er} janvier 2006, cette contribution était fortement diminuée, ne couvrant plus le déficit du régime social des retraites, mais uniquement les frais financiers et la sécurité.

Le contrat 2008-2011 a reclassé cette contribution au niveau de la contribution C1 pour la sécurité et de la contribution C2 pour les frais financiers.

Par conséquent, un pro forma intégrant la contribution forfaitaire de 2007 dans le chiffre d'affaires est présenté dans la note 5.9 présentant le détail du chiffre d'affaires de la RATP pour une meilleure comparabilité.

2.3.2 Subventions pour maintien ou création de dessertes déficitaires

La RATP perçoit, dans le cadre du dispositif prévu à l'article 8§6 du décret 59.157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation du transport de voyageurs dans la région parisienne des subventions pour maintien ou création de dessertes déficitaires versées par les collectivités demanderes.

Le détail du chiffre d'affaires figure dans la note 5.9 et l'affectation des recettes par nature de titre de transport dans la note 5.10.

2.3.3 Produits en atténuation de charges d'amortissement

Il s'agit des reprises sur subventions d'investissement et sur provisions spéciales de réévaluation.

2.3.4 Charges de personnel

À partir de 1999, la RATP a mis en place une organisation comptable permettant de séparer ce qui relève de son activité « transporteur » de ce qui relève de son activité « assureur ».

Cette organisation est fondée sur :

- l'établissement, au sein de l'activité « assureur », de comptes de résultats par risques couverts (maladie, accident du travail, chômage, famille) d'une part ;
- la mise en place de taux de cotisations sociales patronales comparables dans leur fonctionnalité et leur niveau à ceux des régimes sociaux de droit commun, d'autre part.

Cet ensemble constitue le Traitement comptable de la protection sociale (TCPS).

Présentation des charges de personnel dans les comptes sociaux d'entreprise

Afin d'améliorer la lisibilité et la comparaison du compte de résultat

de la RATP avec ceux des autres entreprises de transports, les charges de personnel liées à l'activité de transporteur sont exprimées, à l'instar d'une entreprise de droit commun, par les deux lignes « Salaires » et « Charges sociales », tandis que l'activité de prestataire social est résumée au travers de la seule ligne « Résultat de financement des régimes sociaux ».

L'activité d'assureur social de la RATP est illustrée plus en détail dans un tableau figurant en note 5.11, lequel présente, à l'instar des organismes de Sécurité sociale proprement dits :

- l'origine et le montant des ressources, en particulier les cotisations patronales ;
- le montant des prestations versées aux ressortissants ;
- les relations de compensations avec les autres régimes de Sécurité sociale ;
- les frais de gestion.

Suite à la création de la caisse de retraite, la gestion des retraites ne fait plus partie depuis l'exercice 2006 de l'activité d'assureur social.

Principales caractéristiques des comptes de la protection sociale

• Cotisations patronales

Les ressources des comptes de la protection sociale comprennent principalement les cotisations patronales inscrites sur la ligne « Charges sociales » du compte de résultat de la RATP. S'agissant du risque maladie, suite à la mise en place de la CSG, la caisse maladie de la RATP se voit reverser chaque année une quote-part des ressources de CSG collectée par l'Urssaf ; le montant de ce versement est fixé par arrêté publié au JO.

• Prestations

Les prestations comprennent :

- d'une part, des prestations en nature : frais médicaux et hospitaliers, remboursements d'analyses et pharmaceutiques, soins effectués par l'Espace santé, etc. ;
- d'autre part, des prestations en espèces telles que le maintien du salaire aux agents malades (indemnités journalières), l'indemnité au décès, les rentes accident du travail, les prestations familiales, etc.

• Adossement au régime général des risques maladie et famille

S'agissant de la couverture des risques maladie et famille, le régime RATP est adossé depuis 1972 au régime général. Dans le cadre de cet adossement (désigné par les termes de « compensation bilatérale »), la RATP verse à la CNAM et à la CNAF une cotisation dont le taux et les modalités d'application sont fixées par décret, et en contrepartie de laquelle les Caisses lui remboursent les seules prestations versées (en nature, seulement, pour la maladie) dans les conditions fixées par le code de la Sécurité sociale.

• Compensations démographiques inter-régimes

Dans le cadre de la politique sociale, l'État a mis en place à partir de 1974 des mécanismes de compensation entre les régimes de Sécurité sociale existant en France, censés pallier les effets d'évolutions démographiques différentes sur leurs ressources respectives. Une compensation de ce type existe pour le risque maladie.

2.3.5 Résultat exceptionnel

La RATP comptabilise dans son résultat exceptionnel les produits et charges expressément stipulés comme tels par le Plan comptable général ainsi que les éléments qualifiés d'extraordinaires, c'est-à-dire les événements survenant hors du cadre des activités ordinaires de l'entreprise, peu fréquents et dont la cause échappe à l'entreprise.

L'analyse du résultat exceptionnel figure dans la note 5.12.

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1 État des échéances des créances et des dettes

(Cf. note 5.13.)

3.2 Produits à recevoir et charges à payer

(Cf. note 5.14.)

3.3 Éléments concernant les entreprises liées

(Cf. note 5.15.)

3.4 Créances et dettes représentées par des effets de commerce (cf. note 5.15.)

3.5 Effectifs (cf. note 5.16.)

3.6 Rémunérations allouées aux dix personnes les mieux rémunérées (cf. note 5.17.)

3.7 Tableau des filiales et participations

La note 5.18 présentée ci-après fait ressortir les caractéristiques financières des sociétés dans lesquelles la participation de la RATP est supérieure à 20 % ou pour lesquelles la valeur brute des titres détenus est supérieure à 1,5 M€.

3.8 Consolidation

La RATP établit des comptes consolidés.

3.9 Groupement d'intérêts économiques

(cf. note 5.19.)

3.10 Engagements hors bilan (cf. note 5.20.)

3.11 Amiante

Le programme d'éradication de l'amiante friable imposé par le décret 96-97 du 7 février 1996 est réalisé en quasi-totalité. Seules quelques opérations présentant, en termes d'enjeu financier, un caractère non significatif restent à réaliser.

Concernant l'amiante non friable (amiante cachée ou matériaux contenant de l'amiante), son retrait est réalisé au fil de l'eau à la faveur d'opérations de maintenance ou de travaux touchant les installations. Compte tenu de l'absence de connaissances précises des installations ou équipements contenant de l'amiante non friable et, de ce fait, de la difficulté à prévoir les moyens à mettre en œuvre pour en organiser le retrait, il n'est pas possible aujourd'hui de définir une programmation à plus de six mois pour ce type d'intervention. En conséquence, aucune provision comptable n'a été enregistrée dans les comptes 2008. En 2008, les dépenses engagées à ce titre s'élèvent à 1,2 M€.

La RATP répond également aux nouvelles obligations fixées par le décret du 13 juillet 2001 en procédant régulièrement à des mesures du niveau d'empoussièrement.

Par ailleurs, une étude interne a été menée afin de recenser les cas de maladies professionnelles liées à l'amiante et d'évaluer leurs conséquences financières pour l'entreprise. Une provision couvre l'intégralité du risque lié aux cas déclarés ou ayant fait l'objet d'actions contentieuses. Bien qu'il ne soit pas possible de préjuger de l'impact financier des actions futures, la RATP considère que la provision inscrite au bilan au 30 juin 2008 pour 2,9 M€ est suffisante et correspond à sa meilleure estimation du risque financier encouru par l'entreprise à ce titre.

3.12 Opérations de lease et de crédit-bail

L'impact détaillé de ces opérations sur les états financiers de l'exercice est précisé dans la note 5.21a.

Leasehold

La RATP effectue des opérations de leasehold. Il s'agit de montages qui consistent, pour la RATP, à concéder un droit de jouissance de biens dans des conditions et selon des modalités qui permettent à des investisseurs étrangers (essentiellement américains) de considérer qu'ils jouissent de la propriété économique des biens, ce qui les autorise à les amortir et, par conséquent, à en retirer un gain fiscal important.

Une opération de leasehold est composée d'une location principale consentie par la RATP et d'une sous-location destinée à lui faire conserver néanmoins la jouissance du bien. La RATP dispose d'une option (EBO) en sa faveur, au terme d'une période plus courte que la durée totale de l'opération, lui permettant d'interrompre le montage en rachetant la part restante du contrat de location longue.

Économiquement et comptablement, en France, il n'y a pas de cession, du moins durant la période précédant l'option de renouvellement (EBO).

Le gain fiscal obtenu par l'investisseur étranger est partagé avec la RATP. Le profit global de chaque opération est inclus dans l'avance reçue au moment de la signature des contrats. Elle représente une réduction immédiate de la dette de l'entreprise. Elle est comptabilisée, chaque année, linéairement en résultat exceptionnel.

L'ensemble des frais, sous-loyers, intérêts et loyers principaux sont comptabilisés en charges et produits exceptionnels en application des règles relatives aux opérations de defeasance qui doivent être comptabilisées globalement comme des opérations uniques à caractère exceptionnel.

Swedish lease

La structure de lease suédois fonctionne en amont de la livraison des équipements.

L'investisseur paie au fournisseur la totalité de la valeur du matériel. La RATP effectue des dépôts swapés qui serviront à couvrir le paiement des loyers et l'option de rachat des équipements. L'écart entre les dépôts et la valeur du matériel représente le profit réalisé par la RATP.

Les loyers sont comptabilisés en charges d'exploitation, les produits d'intérêts et le provisionnement des dépôts sont comptabilisés en résultat financier. Seule la net present value est constatée en résultat exceptionnel. L'impact sur le résultat correspond d'une part à l'étalement du profit de la net present value et d'autre part à l'amortissement théorique des biens s'ils étaient maintenus au bilan de la RATP.

Crédit-bail

La note 5.21b précise les engagements en matière de crédit-bail.

3.13 Avantages au personnel à long terme

Les engagements sociaux à long terme provisionnés au bilan sont les :

- engagements relatifs aux versements des rentes accidents du travail et maladies professionnelles. La RATP assure elle-même le service des rentes accidents du travail/maladies professionnelles à ses agents en activité ou à ses retraités. Ces rentes ont pour objet d'indemniser les séquelles définitives physiques ou psychologiques ainsi que leur incidence professionnelle dans le déroulement de la carrière de l'assuré. Seules les rentes versées aux actifs relèvent des avantages à long terme faisant l'objet d'une provision : 15 M€ ;
- engagements relatifs aux médailles du travail : 18,1 M€ ;
- engagements relatifs à la cessation progressive d'activité : 17,7 M€ ;
- engagements relatifs à l'assurance chômage : 11,7 M€ ;
- engagements relatifs aux congés maladie longue durée : 6,8 M€.

L'évaluation des avantages au personnel résulte d'un calcul actuariel. Ce calcul est basé sur des hypothèses de comportements sociaux (mortalité, turnover, etc.) et des hypothèses économiques (taux d'actualisation, profil de carrière, etc.).

Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2008 est de 5,25 %, au lieu de 5 % au 31 décembre 2007. Ce taux comprend l'inflation.

4. INFORMATION SUR LE DEGRÉ D'EXPOSITION AUX RISQUES DU MARCHÉ

4.1 Préambule

Toutes les opérations réalisées par la RATP consistent en la mise en place d'instruments de protection contre le risque de taux et sont adossées soit à la dette, soit au portefeuille de placements.

En conséquence, et conformément aux recommandations comptables, la RATP a opté pour la seule comptabilisation des intérêts courus sur produits dérivés.

4.2 Exposition au risque de taux

Le risque de taux relatif à la dette et aux placements est géré essentiellement en modulant les parts respectives de taux fixe et de taux variable en fonction des évolutions de marché. Cette modulation est obtenue par la mise en place ou l'annulation d'opérations d'échanges de taux d'intérêt (swaps) et d'opérations optionnelles.

Engagements de swaps au 30 juin 2008 :

Engagements de swaps par maturité en millions d'euros

	30/06/2008	31/12/2007
Engagements de swaps euros adossés à la dette long terme		
Maturité < 1 an	0	0
Maturité (1 an – 5 ans)	50	50
Maturité > 5 ans	398	846
Engagements de cross currency swaps adossés à la dette long terme		
Maturité < 1 an	0	0
Maturité (1 an – 5 ans)	0	0
Maturité > 5 ans	629	629
Engagements de swaps Eonia adossés à la dette court terme		
Maturité < 1 an	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE SWAPS	1 077	1 525

Engagements de swaps par type d'adossment en millions d'euros

	30/06/2008	31/12/2007
A – Swaps adossés à la dette long terme		
1. Swap de variabilisation (hors currency swap)		
Swaps (contre taux court)	100	100
Swaps (contre taux long)	148	48
2. Swap de fixation (hors currency swap)		
Swaps (contre taux court)	200	650
Swaps (contre taux long)	0	0
3. Autres swaps		
Basis swaps	0	0
Swap fixe contre fixe	0	98
Cross currency swaps	629	629
B) Swaps adossés à la dette court terme		
Swaps Eonia emprunteurs	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE SWAPS	1 077	1 525

Les tableaux ci-dessus ne prennent pas en compte le montant notionnel des assets swaps adossés à l'opération de leasehold 1999, sur laquelle il n'y a aucun risque de taux.

Rappel de la décomposition de la dette obligataire et billet de trésorerie au 30 juin 2008 (en millions d'euros), hors PEE

	AVANT PRISE EN COMPTE DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS	APRÈS PRISE EN COMPTE DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS
Dette obligataire	4 201	4 201
À taux fixe	4 201	3 953
À taux variable	0	248
Dette courte (BT)	100	100
À taux fixe	100	100
À taux variable	0	0

Fin juin 2008, 5,9 % de la dette obligataire (hors PEE) à taux fixe est ramenée à taux variable par le biais des produits dérivés, dont 4,7 % est cappée. Les positions à taux variable (emprunts obligataires/billets de trésorerie et produits dérivés) non cappées représentent 1,2 % de la dette totale.

Engagements d'options au 31 décembre 2007

Engagements d'options euro (gestion de la dette long terme) en millions d'euros

Maturité < 1 an	0
Maturité (1 an – 5 ans)	100
Maturité > 5 ans	396
TOTAL DES ENGAGEMENTS	496

Engagements d'options euro (gestion de la dette long terme) en millions d'euros

Vente	Cap	0
Achat	Cap	198
Vente	Floor	198
Achat	Floor	0
Vente	Swaption	50
Achat	Swaption	50
Call automatique		0
TOTAL DES ENGAGEMENTS		496

L'ensemble des opérations de couverture à fin juin 2008 s'est traduit par un résultat financier négatif de – 1,2 M€, décomposé comme suit : – 6,5 M€ imputables aux opérations en cours (portage) et + 5,3 M€ d'étalement comptable de soultes et de primes.

Sensibilité de la dette à taux variable à la date du 30 juin 2008

Au 30 juin 2008, les positions à taux variable représentent 1,2 % de la dette obligataire (hors billets de trésorerie et PEE), soit 150 M€. L'encours de billets de trésorerie s'élève, hors plan d'épargne entreprise, à 100 M€.

À condition de financement identique, une hausse de 1 % des taux variables court terme augmenterait les charges financières de 250 k€ au 31 décembre 2008.

Valorisation du portefeuille des instruments financiers dérivés

La valeur de marché des instruments financiers dérivés correspond aux montants qui auraient été payés (–) ou reçus (+) pour résilier ces engagements.

Les valeurs de marché des produits dérivés ont été déterminées en obtenant une cotation auprès des établissements financiers contreparties de la RATP.

PRODUITS	VALEUR DE MARCHÉ AU 30/06/2008 (M€)
Swap (hors currency swaps)	8,2
Cross currency swap	– 9,2
Produits structurés	– 12,2
Options	0
TOTAL	– 13,2

NB : La valorisation de la partie change des cross currency swaps se neutralise avec la valorisation de la partie change de la souche obligataire correspondante. La RATP n'est pas exposée au risque de change.

Total des MtM au 30 juin 2008

(hors partie change des cross currency swaps) : – 4 M€.

Ces instruments ne sont pas comptabilisés au bilan.

4.3 Exposition au risque de change

La RATP émet des emprunts en devises. La RATP couvre systématiquement le risque de change sur les émissions d'emprunts en devises à l'aide de swaps de devises (cross currency swap).

Le tableau ci-dessous donne les instruments dérivés de change en position au 30 juin 2008 au regard de la dette en devises couverte :

DETTES ÉMISES		SWAPS DE DEVICES		
MONTANTS K DEVICES	DEVICES	BRANCHES PRÊTEUSES		BRANCHES EMPRUNTEUSES MONTANT EN K€
		MONTANTS K DEVICES	DEVICES	
1 010 000	CHF	1 010 000	CHF	629 365

4.4 Exposition au risque de matières premières

La RATP peut couvrir ses achats futurs de gazole contre le risque de hausse du prix ainsi et/ou contre une éventuelle hausse du dollar contre l'euro.

Le Diesel couvert est l'**ULSD 50 ppm CARGOES CIF NWE MEAN**. Pour l'année 2008, aucun swap n'a été contracté fixant le prix du sous-jacent.

5. NOTES D'INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

Note 5.1	Tableau des immobilisations	36	Note 5.13b	État des échéances des dettes	44
Note 5.2	Tableau des amortissements	37	Note 5.13c	Endettement financier net	45
Note 5.3	Tableau des provisions	38	Note 5.14	Détail des produits à recevoir et des charges à payer	45
Note 5.4	Tableau des stocks en valeur brute	39	Note 5.15	Éléments inclus dans plusieurs postes du bilan	46
Note 5.5	Tableau des charges et produits constatés d'avance	39	Note 5.16a	Effectif moyen employé pendant l'exercice	46
Note 5.6	Tableau des frais d'émission d'emprunts	39	Note 5.16b	Droit individuel de formation	46
Note 5.7	Analyse des capitaux propres	39	Note 5.17	Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction	47
Note 5.8	Tableaux des écarts de réévaluation	40	Note 5.18	Tableau des filiales et participations	47
Note 5.9	Détail du chiffre d'affaires	41	Note 5.19	Groupements d'intérêt économique	48
Note 5.10	Recettes affectées par nature de titre de transport	41	Note 5.20	Tableau des engagements financiers	49
Note 5.11	Compte de résultat de la protection sociale	42	Note 5.21a	Opérations de locations/sous-locations de trains (leasehold)	50
Note 5.12	Analyse du résultat exceptionnel	43	Note 5.21b	Engagements de crédit-bail	51
Note 5.13a	État des échéances des créances	43			

Note 5.1 Tableau des immobilisations

SITUATION ET MOUVEMENTS	A VALEUR BRUTE AU 31/12/2007	B AUGMENTATIONS	C VIREMENTS DE POSTE À POSTE	D DIMINUTIONS	E VALEUR BRUTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ⁽¹⁾
Immobilisations incorporelles :					
– Frais de recherche et développement	94 329	0	1 878	– 26	96 180
– Droit au bail	2 626	0	0	0	2 626
– Autres					
Logiciels en service	266 294	0	40 059	0	306 354
Logiciels en-cours	33 481	10 520	– 7 142	0	36 858
TOTAL	396 730	10 520	34 795	– 26	442 018
Immobilisations corporelles :					
– Terrains	389 906	0	804	0	390 710
– Constructions	7 860 589	0	201 973	– 59	8 062 502
– Constructions sur sol d'autrui	92 237	0	356	0	92 593
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 124 963	638	70 344	– 743	4 195 203
– Matériel de transport	4 409 584	1 782	57 152	– 10 646	4 457 871
– Autres	202 446	0	4 192	– 3 591	203 047
– Immobilisations corporelles en cours	1 309 024	316 148	– 369 615	0	1 255 557
TOTAL	18 388 750	318 567	– 34 795	– 15 040	18 657 482
Immobilisations financières :					
– Participations	259 345	0	0	0	259 345
– Créances rattachées à des participations	6 638	877	0	0	7 516
– Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0
– Prêts ⁽²⁾	96 066	110	0	– 1 187	94 989
– Autres (dépôts et cautions)	117 530	167	0	– 1 514	116 183
TOTAL	479 579	1 154	0	– 2 701	478 033
ENSEMBLE	19 265 059	330 241	0	– 17 766	19 577 533

(1) La valeur brute à la clôture de l'exercice est la somme algébrique des colonnes précédentes (A + B + C + D = E).

(2) La variation nette des prêts se décompose en :

- 933 Prêts au personnel (dont intérêts courus – 17)
- 144 Autres prêts
- 1 077

Note 5.2 Tableau des amortissements

SITUATION ET MOUVEMENTS	A AMORTISSEMENTS CUMULÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	B AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	C DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	D AMORTISSEMENTS CUMULÉS À LA FIN DE L'EXERCICE ⁽¹⁾
Immobilisations incorporelles :				
– Frais de recherche et développement	3 036	1 654	– 29	4 661
– Droit au bail	911	38	0	949
– Autres	195 037	14 189	– 13	209 213
TOTAL	198 984	15 881	– 42	214 823
Immobilisations corporelles :				
– Constructions	3 156 337	75 055	– 62	3 231 331
– Constructions sur sol d'autrui	75 246	2 969	0	78 215
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 683 224	93 300	– 680	2 775 845
– Matériel de transport	2 787 038	94 124	– 10 597	2 870 565
– Autres	137 209	8 392	– 3 500	142 101
TOTAL	8 839 054	273 841	– 14 839	9 098 057
Charges d'exploitation à répartir				
– Frais d'émission des emprunts	10 833	894	0	11 727
TOTAL	10 833	894	0	11 727
Primes de remboursement des obligations	26 853	1 346	0	28 199
ENSEMBLE	9 075 724	291 962	– 14 880	9 352 806

(1) Les amortissements cumulés à la fin de l'exercice sont la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B + C = D$).

Part des biens affectés à la fonction « assureur social »

• Logiciels (autres immobilisations incorporelles)	330
• Constructions	55
• Constructions sur sol d'autrui	
• Matériel et outillage industriels	667
• Matériel de transport	
• Autres	100
	1 151

Note 5.3 Tableau des provisions

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	B CHANGEMENT DE MÉTHODES	C AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	D DIMINUTIONS : REPRISES DE L'EXERCICE		E PROVISIONS À LA FIN DE L'EXERCICE (A + B + C = D)
				DÉPENSES	AJUSTEMENT	
Provisions réglementées (provision spéciale de réévaluation)	451 423	0	0	5 143	0	446 280
TOTAL 1	451 423	0	0	5 143	0	446 280
Provisions pour risques et charges						
– Provisions pour risques						
• Provisions pour litiges	23 850	0	5 222	485	1 437	27 149
• Provisions pour accidents de droit commun	22 850	0	15 348	7 075	0	31 123
• Provisions pour risques d'exploitation ou financiers	6 989	0	786	1 643	115	6 017
• Autres provisions pour risques exceptionnels	4 385	0	0	1 216	192	2 977
	58 073	0	21 356	10 419	1 744	67 266
– Provisions pour charges						
• Autres provisions pour charges excep.	163 520	23	4 147	0	9 119	158 571
	163 520	23	4 147	0	9 119	158 571
TOTAL 2	221 593	23	25 503	10 419	10 862	225 837
Provisions pour dépréciations						
– Immobilisations incorporelles	5 504	0	272	0	0	5 776
– Immobilisations financières	17 529	0	1 606	0	424	18 712
– Stocks	29 835	0	2 581	1 681	0	30 734
– Créances clients et comptes rattachés	14 337	0	320	298	526	13 833
– Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0
– Autres	4 194	0	25	0	677	3 542
TOTAL 3	71 399	0	4 804	1 979	1 627	72 597
ENSEMBLE	744 415	23	30 306	17 541	12 489	744 714

(1) Affectations

Exp. : opérations d'exploitation
Fin. : opérations financières
Exc. : opérations exceptionnelles

Exp. : opérations d'exploitation	722 501	23	28 700	16 325	11 874	723 025
Fin. : opérations financières	17 529	0	1 606	0	424	18 711
Exc. : opérations exceptionnelles	4 385	0	0	1 216	192	2 977
	744 415	23	30 306	17 541	12 489	744 712

Note 5.4 Tableau des stocks en valeur brute

	30/06/2008	31/12/2007
Matières premières et consommables	161 979	157 045
Prestations de services en cours	2 177	3 009
TOTAL	164 156	160 054

Note 5.5 Tableau des charges et produits constatés d'avance

	30/06/2008		31/12/2007	
	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
Exploitation	37 670	73 984	4 500	34 739
Financier	51 418	71 686	55 138	77 194
Exceptionnel	2 716	10 941	2 825	11 321
TOTAL	91 804	156 611	62 463	123 253

Note 5.6 Tableau des frais d'émission des emprunts

	MONTANTS NETS DÉBUT D'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS (DOTATIONS ET RÉGULARISATIONS)	MONTANTS NETS FIN D'EXERCICE
Frais d'émission des emprunts ⁽¹⁾	9 244	825	- 894	9 175
TOTAL	9 244	825	- 894	9 175

(1) Les frais d'émission d'emprunts sont répartis sur la durée de vie des emprunts. Toutefois, dans l'hypothèse où la décision de rembourser par anticipation un emprunt aurait été prise avant la date d'arrêt des comptes, les charges y afférentes seraient amorties en totalité.

Note 5.7 Analyse des capitaux propres

	31/12/2007	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	30/06/2008
Contre-valeur des immobilisations mises à disposition	250 701	0	0	250 701
Écarts de réévaluation ⁽³⁾	231 141	0	0	231 141
Dotations en capital	283 367	0	0	283 367
Réserves statutaires	184 419	0	0	184 419
Réserves provenant de la cession des biens immobiliers créés par la RATP	43 026	0	0	43 026
Réserve générale	57 926	0	0	57 926
Report à nouveau ^{(1) (2)}	862 544	83 665	0	946 209
Résultat net	83 665	91 621	83 665	91 621
Subventions d'investissement	2 433 137	53 140	48 255	2 438 022
Provisions réglementées ⁽³⁾	451 423	0	5 143	446 280
TOTAL	4 881 350	228 426	137 064	4 972 712

(1) Le résultat de l'exercice 2007 a été affecté en report à nouveau.

(2) Se reporter au paragraphe 1 de l'annexe.

(3) Les écarts de réévaluation sont détaillés dans la note 5.8.

Note 5.8 Tableau des écarts de réévaluation

5.8.1 Réévaluation de 1976

SITUATION ET MOUVEMENTS	ÉCART À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		VARIATION DE L'ÉCART AU COURS DE L'EXERCICE		ÉCART À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	
	VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS CUMULÉS	SUR RÉFORMES	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS CUMULÉS
Immobilisations corporelles :						
– Terrains	222 568	0	0	0	222 568	0
– Constructions	1 212 934	767 106	– 4	4 503	1 212 930	771 609
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	79 574	78 764	0	81	79 574	78 845
– Matériel de transport	74 010	69 711	– 548	8	74 463	69 719
– Autres	485	0	0	0	485	0
	1 589 572	915 581	– 552	4 592	1 589 020	920 172
Immobilisations financières :						
– Participations	15	0	0	0	15	0
	15	0			15	0
TOTAL	1 589 587	915 581	– 552	4 592	1 589 035	920 172
					Position nette	668 863

5.8.2 Réévaluation de 1963 (base 1959)

Écart de réévaluation	8 557
TOTAL DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	677 420

Note 5.9 Détail du chiffre d'affaires

	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Recettes du trafic (hors Orlyval)	988 973	1 862 172	968 021
Compensation tarifaire	0	1 435 484	759 570
Bande passante (partage des risques avec le STIF)	5 509	- 141 545	- 84 864
Contribution additionnelle		103 520	43 615
Recettes totales du trafic HT ⁽¹⁾		3 259 631	1 686 342
Contribution incitative à la vente	0	114 855	59 665
Bonus qualité de service	5 000	7 591	4 200
C11 – contribution aux charges d'exploitation	467 200		
C12 – contribution aux charges d'impôts et taxes	76 961		
C2 – contribution au financement des investissements	376 650		
Autres produits du transport	15 248	22 849	16 221
Contribution forfaitaire ⁽²⁾	0	236 447	118 285
1 – Produits du transport HT	1 935 541	3 641 373	1 884 713
2 – Produits des activités annexes HT	50 647	95 578	51 028
3 – Pénalités forfaitaires	9 015	18 666	10 172
4 – Autres prestations de services	68 847	139 650	67 783
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	2 064 050	3 895 267	2 013 696

(1) La notion de recette totale du trafic n'existe plus depuis la conclusion du nouveau contrat STIF.

(2) La contribution forfaitaire 2007 a été réintégrée dans la présentation pour une meilleure comparabilité du chiffre d'affaires 2008 à celui de 2007.

(3) Chiffre d'affaires déterminé conformément aux règles précisées au paragraphe 2.3.1.

Note 5.10 Recettes voyageurs TTC affectées par nature de titre de transport

	RECETTES AFFECTÉES EN M€			
	30/06/2008	EN %	31/12/2007	30/06/2007
Réseaux RATP : métro, RER et autobus TTC	1 043 158	100 %	1 964 592	1 021 262
– Cartes orange mensuelles, hebdomadaires et annuelles	610 576	58,53 %	1 138 432	599 903
– Autres abonnements (Police, Émeraude, Améthyste)	52 759	5,06 %	102 645	50 583
– Billets	338 506	32,45 %	641 312	331 339
– Forfaits zonaux (titres Mobilis, tickets jeunes)	14 593	1,40 %	27 773	13 411
– Titres non compensés (Paris Visite, Orlybus, Roissybus)	25 731	2,47 %	52 786	25 145
– Cartes hebdomadaires, abonnements scolaires subventionnés, pompiers, Noctambus	993	0,10 %	1 635	872
– Gratuité inauguration Olympiades	0		9	0
– Gratuité inauguration Olympiades	0		0	9
RRR TTC accordés sur ventes de titres de transport	- 1 668		- 22 381	- 1 304
Services de transports et de locations TTC	2 358		5 117	2 159
Recettes TTC/abonnements longs (frais de dossier)	1 222		4 264	848
Recettes Orlyval TTC	11 230		21 530	11 143
Recettes voyageurs TTC exercices antérieurs	- 1 058		1 988	1 988
ENSEMBLE DES RÉSEAUX	1 055 242		1 975 110	1 036 105

Note 5.11 Compte de résultat de la protection sociale RATP

	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Risque maladie			
– Cotisations patronales	103 760	213 384	101 466
– Remboursement CSG (ACOSS) et cotisations ouvrières	51 154	97 984	48 990
– Contribution de la CNSA	965	1 250	0
– Prestations en nature	– 103 895	– 220 911	– 100 169
– Prestations en espèces (ID, maintien du salaire)	– 28 944	– 57 859	– 28 089
– Prestations de l'Espace santé	– 6 474	– 9 154	– 4 563
– Charges du régime spécial (y compris compensation généralisée)	– 1 278	– 1 225	– 1 150
– Coût de gestion (net)	– 8 537	– 18 338	– 9 227
Compensation bilatérale avec la CNAM :			
– Cotisations RS versées	– 126 288	– 257 282	– 125 017
– Réfaction pour frais de gestion	5 907	10 678	6 546
– Remboursement et prestations en nature RG	105 796	218 686	101 304
Résultat net du risque maladie	– 7 834	– 22 787	– 9 909
Risque accident du travail			
– Cotisations patronales	12 016	25 251	12 007
– Charges du régime spécial (dont cotisations au fonds AT)	154	– 826	– 370
– Prestations en nature et rentes AT	– 5 710	– 11 365	– 5 472
– Prestations en espèces (maintien du salaire)	– 4 289	– 8 763	– 4 726
– Coût de gestion (net)	– 1 621	– 3 398	– 1 885
Résultat net du risque AT	550	899	– 446
Risque chômage			
– Cotisations patronales	3 393	7 088	3 371
– Prestations	– 3 075	– 4 974	– 2 974
– Coût de gestion (net)	– 147	– 368	– 166
Résultat net du risque chômage	171	1 746	231
Risque famille			
– Cotisations patronales	31 807	66 304	31 556
– Prestations légales	– 8 154	– 16 910	– 8 102
– Autres prestations	– 211	– 468	– 239
– Coût de gestion (net)	– 857	– 1 627	– 751
Compensation bilatérale avec la CNAF :			
– Cotisations RS versées	– 32 395	– 67 072	– 32 577
– Réfaction pour frais de gestion	1 210	2 484	1 198
– Remboursements et prestations légales RG	8 154	16 910	8 102
Résultat net du risque famille	– 446	– 379	– 813
RÉSULTAT DE LA PROTECTION SOCIALE	– 7 559	– 20 521	– 10 937

Note 5.12 Analyse du résultat exceptionnel

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	4 399
Résultat sur cessions et réformes des immobilisations corporelles et incorporelles	- 268
Reprise en stock de matières récupérées	719
Amiante risque maladie professionnelle (indemnités versées et dotations nettes de reprise)	192
Travaux de désamiantage	- 1 158
Opérations de leasehold ⁽¹⁾	4 838
Opérations de swedish lease : NPV ⁽¹⁾	62
Divers	14

(1) cf. tableau 21a.

Note 5.13a État des échéances des créances

CRÉANCES	MONTANT BRUT ⁽¹⁾	DEGRÉ DE LIQUIDITÉ DE L'ACTIF ÉCHÉANCES	
		À MOINS DE 1 AN	À PLUS DE 1 AN
Créances de l'actif immobilisé :			
- Créances rattachées à des participations	7 516	3 266	4 250
- Prêts ^{(2) (3)}	94 989	4 442	90 547
- Autres	116 183	647	115 536
	218 688	8 355	210 333
Créances de l'actif circulant :			
- Créances clients et comptes rattachés	123 689	123 689	0
- Créances État et autres collectivités publiques	160 249	160 249	0
- Autres	53 901	50 547	3 354
	337 839	334 485	3 354
Actif financier :			
- Valeurs mobilières de placement ⁽⁴⁾	737 962	737 962	0
- Disponibilités	134 139	134 139	0
	872 101	872 101	0
Charges constatées d'avance	91 804	39 275	52 530
TOTAL	1 520 432	1 254 215	266 216

(1) Montant brut figurant au bilan avant déduction des provisions pour dépréciation dont le montant total est de 31 921 k€.

(2) Prêts au personnel accordés en cours d'exercice : 110 k€.

Prêts au personnel récupérés en cours d'exercice : 1 025 k€.

(3) Les prêts accordés par la RATP à son personnel ou à des organismes de construction dans le cadre du 1 % patronal au logement sont assortis de taux d'intérêt bonifiés par rapport aux conditions du marché sur des maturités comparables.

(4) Dont intérêts courus : 2 456 k€.

Note 5.13b État des échéances des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	ÉCHÉANCES		
		À MOINS DE 1 AN	1 AN À 5 ANS	À PLUS DE 5 ANS
Dettes financières :				
– Prêts de la région Île-de-France ^{(1) (4)}	299 869	18 404	60 603	220 862
– Emprunts obligataires ^{(1) (4)}				
• Sur le marché financier « zone euro »	3 571 674	784 327	1 407 347	1 380 000
• Sur le marché financier international	629 365	0	0	629 365
• Emprunts « Tick'épargne »	246 124	135 003	61 090	50 031
– Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits				
• Emprunts ⁽⁵⁾	71 747	2 599	4 726	64 422
• Banque (soldes créditeurs)	79 365	79 365	0	
• Chèques postaux	52 238	52 238	0	
– Emprunts et dettes financières divers ⁽²⁾	248 144	235 013	158	12 972
– Intérêts courus ⁽³⁾	132 664	132 664	0	
	5 331 190	1 439 613	1 533 924	2 357 653
Dettes d'exploitation :				
– Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 152	186 152	0	0
– Dettes fiscales et sociales	474 293	474 293	0	0
– Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	166 055	166 055	0	0
– Autres dettes	86 382	86 382	0	0
	912 882	912 882	0	0
Produits constatés d'avance	156 611	83 912	9 701	62 998
Écarts de conversion passif	3 379	0	3 379	0
TOTAL	6 404 062	2 436 407	1 547 004	2 420 650

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice en k€ : 586 355
 Emprunts remboursés en cours d'exercice en k€ : 0

(2) dont en k€ :
 – billets de trésorerie : 100 000
 – billets de trésorerie « Tick'épargne » : 135 003

(3) dont en k€ :
 – intérêts courus sur prêts IDF : 5 116
 – intérêts courus sur marché financier « zone euro » : 104 833
 – intérêts courus sur marché financier international : 12 217
 – intérêts courus sur emprunts « Tick'épargne » : 10 487

(4) dont en k€ :
 – emprunts à taux fixes : 4 207 681
 – emprunts à taux variables : 539 351

(5) Emprunt auprès de Calyon ayant strictement sa contrepartie à l'actif en prêts 1 % logement (délégation parfaite).

Note 5.13c Endettement financier net

	30/06/2008	31/12/2007
Actif financier (A)	869 645	309 938
Valeurs mobilières de placement ^{(1) (3)}	735 506	281 101
Disponibilités ⁽¹⁾	134 139	27 666
Écarts de conversion actif	0	1 171
Dettes financières (B)	5 113 639	4 603 607
Prêt de la région Île-de-France	299 869	287 988
Emprunt sur le marché financier	4 201 039	3 651 039
Emprunt Tick'épargne	246 124	221 650
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	131 603	41 201
Billets de trésorerie ⁽²⁾	235 003	400 318
Écarts de conversion passif	0	1 411
ENDETTEMENT FINANCIER NET (B – A)	4 243 993	4 293 669

(1) Hors actifs financiers affectés aux opérations de lease ; voir détail dans l'annexe 21 a.

(2) Voir (2) du tableau 13b.

(3) Hors intérêts courus.

Note 5.14 Détail des produits à recevoir et des charges à payer

	30/06/2008	31/12/2007
Produits à recevoir		
Immobilisations financières	2 590	1 732
Créances clients et comptes rattachés	42 831	41 237
Créances État et autres collectivités publiques ⁽¹⁾	120 057	226 222
Autres créances	267 974	197 774
Valeurs mobilières de placement	2 456	680
Disponibilités	0	0
TOTAL	435 908	467 645
Charges à payer		
Prêts de la région Île-de-France	5 116	1 582
Emprunts obligataires sur le marché financier français	104 833	47 229
Emprunts obligataires sur le marché financier international ⁽²⁾	12 217	3 518
Emprunts privés	10 487	6 239
Emprunts auprès des établissements de crédit et divers	20	22
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	107 071	153 459
Dettes fiscales et sociales	409 575	490 168
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	67 765	123 025
Autres dettes	30 021	21 202
TOTAL	747 105	846 443

(1) Dont subventions d'investissements appelées et non encore perçues.

(2) En chf et en yen.

Note 5.15 Autres éléments inclus dans plusieurs postes du bilan

	SITUATION AU	
	30/06/2008	31/12/2007
Effet de commerce		
Actif :		
Créances clients et comptes rattachés		
TOTAL		
Passif :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
TOTAL		
Éléments relatifs aux entreprises liées ⁽¹⁾		
Actif :		
Immobilisations financières	285 885	284 630
Créances clients et comptes rattachés	20 275	22 657
Autres créances	3 457	3 457
TOTAL	309 618	310 744
Passif :		
Dettes financières	10	12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 399	2 399
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	27 176	27 176
Autres dettes	1 584	1 224
TOTAL	31 169	30 811

(1) Il s'agit de RATP Développement, Snybus, Promo Métro, Logis-Transports, SEDP, SADM, Telcité, RATP International, Systra, Naxos, Mobicité, SLT, TVO, Orlyval, Flexcité, STBC, M'Dina Bus, Flexcité 94, Roue Libre, EM Services, Société Billetique Monétique Services.

Note 5.16a Effectif moyen employé par l'entreprise pendant l'année

	30/06/2008	31/12/2007	VARIATIONS EN NOMBRE	EN %
Effectif moyen employé	44 005	43 809	196	0,45 %
Répartition par catégories :				
– Cadres + maîtrises (encadrement)	10 874	10 949	– 75	– 0,68 %
– Opérateurs	33 131	32 860	271	0,82 %
Répartition par groupes statutaires :				
– Permanents	43 352	43 266	86	0,20 %
– Contractuels	653	543	110	20,26 %

Note 5.16b Droit individuel de formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, l'entreprise accorde à ses salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Au 30 juin 2008, les heures acquises au titre du droit individuel de formation sont au nombre de 3 172 380 heures.

Le volume d'heures n'ayant pas fait l'objet d'une demande par les agents est de 3 169 869 heures.

Note 5.17 Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction pendant l'exercice 2008

Cette information sera communiquée au 31 décembre 2008.

Note 5.18 Tableau des filiales et participations

SITUATION AU 30 JUIN 2008	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART DU CAPITAL DÉTENUE PAR LA RATP (EN %)	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DÉTENUS		PRÊTS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA RATP ET NON ENCORE REMBOURSÉS (1)	CAUTIONS ET AVALS CONSENTIS PAR LA RATP	CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES À FIN JUIN 2008	RÉSULTAT PRÉVISIONNEL À FIN JUIN 2008	DIVIDENDES ENCAISSÉS PAR LA RATP EN 2008
				BRUTE	NETTE					
1 – Filiales										
• SEDP 2, square Félix-Nadar 94684 Vincennes Cedex (Siren 380 038 687)	459	629	100,00	457	457	3 354	144	2 616	- 500	0
• RATP Développement Société de participation pour l'exploitation 54, quai de la Rapée (Siren 389 795 006)	98 000	- 15 808	95,41	93 499	93 457	2 241	4 000	8 523	- 587	0
• Logis Transports 158, rue de Bagnolet 75020 Paris (Siren 592 025 811)	40	37 999	88,00	33	33	23 190	1 621	ND	ND	0
• Promo Métro 43-45, rue du Gouverneur-Général-Félix-Éboué 92130 Issy-les-Moulineaux (Siren 712 029 099)	910	2 827	100,00	2 619	2 619			9 033	257	0
• RATP International 54, quai de la Rapée 75599 Paris Cedex 12 (Siren 419 997 044)	19 721	776	100,00	19 721	19 721	4 250		261	- 55	0
• Telcité 1, avenue Montaigne 93160 Noisy-le-Grand (Siren 411 759 962)	1 525	14 246	100,00	1 524	1 524			8 783	1 441	2 570
2 – Autres participations										
• Financière Transdev 6, place Abel-Gance 92100 Boulogne-Billancourt (Siren 442 610 788)	272 774	1 233	49,90	137 320	137 320			0	3 969	0
• BMS 25, rue de Ponthieu 75008 Paris (Siren 423 749 886)	20 995	- 16 522	7,00	3 770	0	2 096		ND	ND	0
• Autres				400	78					

(1) Y compris intérêts courus.

ND = données non disponibles.

Note 5.19 Groupements d'intérêt économique

SITUATION AU 30 JUIN 2008	QUOTE-PART PARTICIPATION RATP AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT
Eurailtest 75, avenue Parmentier 75544 Paris Cedex 11 (Siren 421 526 468)	10 %
Sectans 29, rue Lebrun 75013 Paris (Siren 410 535 892)	50 %
Comutitres 185, rue de Bercy 75012 Paris (Siren 433 136 066)	33,33 %
EMIF 54, quai de la Rapée 75012 Paris (Siren 438 281 461)	50 %
Ville et Transports En cours de liquidation	
Quai 54 En cours de liquidation	
Tothème 54 En cours de liquidation	
Armonia En cours de liquidation	
Microbus En cours de liquidation	

Note 5.20 Engagements financiers

	30/06/2008	31/12/2007
Engagements donnés		
1 – Filiales et participations :		
– Caution au profit de Logis-Transports	1 621	1 157
– Caution au profit de SEDP	144	144
– Contre-garantie au profit de RATP Développement	4 000	4 000
2 – Associations :		
– Caution au profit de l'IAPR	265	265
– Caution au profit des Compagnons du voyage	700	700
3 – Avantages au personnel		
– Prêt au personnel : caution au profit de la SBE	14 350	13 691
– Personnel : cautions « Constructions individuelles »	320 759	326 609
– Indemnités de départ à la retraite	193 849	197 492
– Indemnités de décès des actifs	11 896	12 035
– Allocations décès des retraités	23 906	34 171
– Rentes maladies professionnelles et accidents du travail des retraités et ayants droit	118 118	115 579
– Taux garanti du plan épargne entreprise des retraités	47 684	33 468
– Cessation anticipée d'activité	14 007	11 577
4 – Opérations financières		
– Opérations d'échange de taux adossées à la dette obligataire ⁽¹⁾	1 077 000	1 525 365
– Opérations d'échange de taux adossées aux billets de trésorerie	0	0
– Cap	0	98 000
– Floor	198 000	98 000
– Ventes de swaptions	50 000	50 000
– Opérations de leasehold : sous-locations de trains ⁽²⁾	1 698 893	1 837 942
– Divers engagements donnés	1 000	1 500
TOTAL	3 776 192	4 361 695
Engagements reçus		
– Opérations d'échange de taux ⁽¹⁾	1 077 000	1 525 365
– Options d'échange de taux adossées aux billets de trésorerie	0	0
– Cap	198 000	50 000
– Options de rachat sur obligation	50 000	50 000
– Lettres de crédit bancaires	0	57 162
– Cautions bancaires	143 520	128 509
TOTAL	1 468 520	1 811 036

* NC = non calculé.

(1) La RATP a choisi de traiter les swaps comme des opérations classiques de prêt et d'emprunt.

La décomposition des engagements de swaps par maturité est la suivante :

	< 1 AN	1 À 5 ANS	> 5 ANS	TOTAL
SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT (adossés dette obligataire et billets de trésorerie)	0	50	1 027	1 077

(2) Une lettre de crédit bancaire d'un montant de 120 M€ maximum a été émise au premier semestre 2008 pour garantir une partie de nos obligations de paiement aux TRUSTS.

Le taux d'actualisation retenu pour les avantages au personnel postérieurs à l'emploi est de 5,25 % au 30 juin 2008.

Le taux utilisé au 31 décembre 2007 était de 5 %.

Note 5-21a Opérations de locations/sous-locations de trains (leasehold)

I – Opérations de leasehold américain

Impacts sur la trésorerie (en milliers d'euros)

CONTRATS	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Produits de location principale	560 061	269 516	228 874	840 625	639 985	454 943
Charges de sous-location	526 587	239 242	205 264	799 837	600 768	447 049
PROFITS NETS RATP	33 474	30 274	23 610	40 788	39 217	7 894

Ces opérations se déroulant sur une durée variable, les profits dégagés ont en conséquence été étalés en résultat exceptionnel selon la durée du contrat.

Pas d'impacts sur la trésorerie depuis 2003.

Impacts sur le résultat 2006 (en milliers d'euros)

L'incidence sur le résultat au 30 juin 2008 est de 4 838 k€.

	DATE DE SIGNATURE DES CONTRATS						TOTAL	RAPPEL 2007
	1997	1998	1999	2000	2001	2002		
Produits de location principale ⁽¹⁾	40 697	20 611	84 726	14 350	10 369	10 646	181 399	338 751
Intérêts sur les sous-loyers versés ⁽²⁾	9 698	7 437	4 262	31 225	17 687	6 823	77 132	167 959
Reprise sur provision ⁽³⁾	2 253		7 153	816			10 222	427 012
Intérêts prépayés	1 608	968				1 881	4 457	8 575
Charges de sous-location ⁽⁴⁾	14 345	8 039	8 844	29 472	15 015	5 198	80 913	223 579
Autres produits lease								1 572
Loyers perçus en trop							0	188 568
Early buyout option	2 253						2 253	129 675
Frais	23	13	96			42	174	63 549
Provision pour coût final de résiliation ⁽³⁾	36 894	20 256	86 859	15 572	11 820	13 578	184 979	322 064
Écart de change							0	437
Intérêts d'emprunts				53			53	128
RÉSULTAT NET	741	708	342	1 294	1 221	532	4 838	16 743

(1) Lors de la signature des contrats, la totalité des loyers principaux est encaissée. Chaque année, la part de loyer afférente à l'exercice est enregistrée dans le résultat en contrepartie du compte de produits constatés par avance.

(2) Intérêts perçus ou à percevoir sur les sous-loyers versés aux institutions financières (dépôts).

(3) Étalement de la constitution de l'indemnité de résiliation et des loyers excédentaires de façon à étaler linéairement le résultat des contrats sur leur durée.

(4) Sous-loyers payés ou à payer par les institutions financières.

L'ensemble des charges de sous-location, produits de location principale et des intérêts est enregistré en charges et produits exceptionnels. De même, la provision pour coût final de résiliation est comptabilisée en charges exceptionnelles.

II – Opérations de lease suédois

Impacts sur la trésorerie (en milliers d'euros)

CONTRATS	2002	2003	2004
Swedish lease tranche 1 réalisée en 2002	620		
Swedish lease tranche 1 réalisée en 2004			118
Swedish lease tranche 2 réalisée en 2004			1 444
PROFITS NETS RATP	620	0	1 562

Impact sur le résultat 2008

	30/06/2008	31/12/2007
Étalement de la NPV	62	124

(2) Voir texte de l'annexe §3-12.

Note 5-21b Engagements de crédit-bail

Deux contrats de crédit-bail immobilier sont contractés sur la base de taux variables. Ils ont fait l'objet d'une opération de couverture à taux fixe. Les chiffres présentés tiennent compte de cette couverture.

CONTRATS	VALEUR GLOBALE	DURÉE	VALEUR RÉSIDUELLE
Cour de Vincennes	5 336	15	0
Philidor Maraîchers	25 308	25	2 373

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL POSTES DU BILAN	COÛT D'ENTRÉE	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		VALEUR NETTE
		DE L'EXERCICE ⁽¹⁾	CUMULÉES ⁽¹⁾	
Terrains				
Constructions	30 644	736	7 934	22 710
Installations, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	90	13	13	78
Immobilisations en cours				
TOTAL	30 734	749	7 947	22 787

(1) Dotations de l'exercice et dotations cumulées qui auraient été enregistrées pour ces biens s'ils avaient été acquis par la RATP.

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL POSTES DU BILAN	REDEVANCES PAYÉES		REDEVANCES RESTANT À PAYER			PRIX D'ACHAT RÉSIDUEL
	DE L'EXERCICE	CUMULÉES	JUSQU'À 1 AN	DE 1 AN À 5 ANS	+ 5 ANS	
Terrains						
Constructions	1 217	13 243	2 439	9 855	32 058	2 373
Installations, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	3	3	20	74	0	9
Immobilisations en cours						
TOTAL	1 220	13 246	2 459	9 929	32 058	2 382

Attestation des personnes assumant la responsabilité des comptes semestriels

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Le président-directeur général

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, connected strokes.

Pierre Mongin

Le directeur financier

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'A' followed by several connected strokes.

Alain Le Duc